

TORNATA DEL 7 MARZO 1854

PRESIDENZA DEL VICE-PRESIDENTE AVVOCATO BENSO.

SOMMARIO. *Relazione sul bilancio passivo del 1854 pel dicastero della marina — Atti diversi — Votazione per la nomina della Commissione incaricata dell'esame del Codice universitario — Discussione generale del progetto di legge per modificazioni al Codice penale — Lo prendono a combattere i deputati De Viry, Costa de Beauregard, Despina, ed a difendere i deputati Farini e Bon-Compagni — Discorso e voto subordinato del deputato Brofferio — Discorso in opposizione del deputato Mongellaz.*

La seduta è aperta alle ore 1 1/2 pomeridiane.

AIRENTI, segretario, dà lettura del processo verbale dell'ultima tornata.

PRESIDENTE. La Camera essendo in numero, metto ai voti l'approvazione del processo verbale della seduta precedente.

(La Camera approva.)

RELAZIONE SUL BILANCIO DELLA MARINA PEL 1854.

QUAGLIA, relatore. A nome della Commissione generale del bilancio ho l'onore di presentare alla Camera la relazione su quello della marina. (Vedi vol. *Documenti*, pag. 92.)

ATTI DIVERSI.

PRESIDENTE. Il signor Giorgio Briano fa omaggio alla Camera di un esemplare di una sua notizia storica sulla vita e sulle opere di Silvio Pellico.

Sarà depositato alla biblioteca della Camera.

L'ordine del giorno reca la nomina di sette membri per comporre la Commissione che dovrà esaminare i progetti di legge sull'istruzione pubblica stati ieri presentati.

Prego i signori deputati di voler deporre le loro schede nell'urna.

Consulto la Camera se la nomina di questi membri debba farsi a maggioranza assoluta o relativa.

Voci al centro. C'è il regolamento.

PRESIDENTE. Il regolamento non lo esprime chiaramente. L'articolo 66 dice: « Indipendentemente dalle Commissioni permanenti e dalle Commissioni delle petizioni, la Camera può formarne altre per la disamina d'una o più proposizioni, sia per elezione allo scrutinio ed alla maggioranza assoluta o relativa, sia per estrazione a sorte, ecc. »

Consulto quindi la Camera se intenda che la nomina sia fatta a maggioranza assoluta.

(La Camera delibera per la maggioranza assoluta.)

Si procede all'estrazione a sorte dei sei scrutatori.

Sono estratti i signori deputati:

Bezzi, Annoni, Cadorna Carlo, Corsi, Ravina, Gastinelli.

DISCUSSIONE SUL PROGETTO DI LEGGE PER MODIFICAZIONI AL CODICE PENALE.

PRESIDENTE. L'ordine del giorno reca la discussione sul progetto di legge portante modificazioni ed aggiunte al Codice penale. (Vedi vol. *Documenti*, pag. 441.)

La discussione generale è aperta.

La parola spetta al deputato De Viry.

DE VIRY. Le vœu public, messieurs, demandait depuis longtemps des réformes à nos lois pénales; plus d'une fois, dans cette enceinte, des voix éloquentes se sont fait entendre pour demander au Ministère que ces réformes fussent présentées le plus tôt possible. Chaque fois que le Ministère a été interpellé, il a répondu affirmativement; il a reconnu la nécessité de ces réformes et les a promises solennellement.

Mais depuis cette époque, qu'avons-nous obtenu? Rien; ou à peu près rien. Aussi n'est-il pas étonnant que, lorsque monsieur le garde des sceaux nous a annoncé, en présentant cette loi, des modifications au Code pénal, chacun de nous ait éprouvé un mouvement de satisfaction, car nous avons tous cru voir enfin paraître ces améliorations si désirées, dont le besoin se fait chaque jour si vivement sentir.

Mais au lieu de cela, et je ne crains pas de le dire, messieurs, je n'ai vu qu'une loi tout à fait incomplète dont je n'ai compris ni le but ni l'opportunité ni la nécessité, et dont je révoque même en doute la constitutionnalité; une loi que je ne qualifierai pas aussi sévèrement que le faisait l'autre jour l'honorable monsieur Depretis en parlant de celle sur la garde nationale, mais que je me bornerai à appeler loi de désillusion.

Je ne viendrai pas invoquer devant le Parlement, comme base de mon discours, l'article premier du Statut; ce n'est pas sur ce terrain que je veux porter la question, parce que toutes les fois que l'on a traité dans cette enceinte des questions religieuses, l'article premier du Statut étant toujours celui que l'on a invoqué, c'est là, à mon avis, un genre d'argumentation complètement usé devant vous en pareille matière.

Je traiterai la question sous le point de vue de l'égalité de tous les citoyens devant la loi; je porterai la discussion sur le caractère principal que revêt le projet actuel que je trouve

ouvertement opposé au principe contenu dans l'article 24 de notre Statut fondamental.

Pour justifier cette loi et nous en faire comprendre la nécessité on nous a dit qu'il fallait absolument mettre en harmonie les dispositions de la loi sur la presse avec nos lois pénales. Cela est vrai, car dans plus d'une circonstance les magistrats de nos Etats se sont vus dans l'embarras et l'incertitude, lorsqu'il s'agissait d'appliquer ces lois dans quelques-uns des cas prévus par le projet actuel ; mais je prie la Chambre de bien se rappeler que c'est peut-être ce dont on s'occupe le moins dans la loi que nous allons discuter ; ce n'est même là qu'un prétexte pour s'assurer la réussite, on peut le dire, d'un projet, dont le but, la tendance n'est pas difficile à deviner.

Retenez bien que le projet actuel se divise en trois parties qui forment autant de lois distinctes et séparées.

Et d'abord la première partie a pour but la mise en harmonie de la loi sur la presse avec nos lois pénales, et est renfermé dans les articles 1, 6, 7, 8, 9, 10 et 11. Vient après un article qui sanctionne l'abolition de la peine accessoire du carcan et de quelques autres exemplarités qu'on avait laissé subsister dans notre Code. C'est là une disposition législative tout à fait étrangère à la précédente.

Les articles 2, 3, 4 et 5 forment le troisième projet de loi, projet tout à fait à part, tout à fait distinct des deux autres, tout à fait différent quant au but à celui que le Ministère s'est proposé, comme j'aime à le croire, en présentant la loi actuelle. C'est sur ces articles que je veux attirer, messieurs, votre attention.

Personne plus que moi ne reconnaît la nécessité de mettre en harmonie la loi concernant la presse avec nos lois pénales, et à cet égard je comprends parfaitement l'importance des dispositions contenues dans cette partie du projet ; mais je regrette de ne pouvoir également applaudir à celles des articles 2, 3, 4 et 5. J'admets les premières, je combats formellement les autres. Ce n'est pas que je ne me dissimule cependant pas la difficulté de ma tâche, car il n'aura sans doute échappé à aucun d'entre vous la finesse d'esprit qui a présidé à la confection de la loi, et qui s'est réfléchi bien vivement dans la rédaction du rapport, au point qu'on les dirait tous deux éclos de la même pensée ; mais le rapport contient certaines propositions qu'il me serait difficile d'admettre, et si je ne puis l'approuver, il me faut au moins avouer qu'on est forcé d'y reconnaître une logique aussi étrange que spécieuse et de nature à éblouir de prime abord tous ceux qui n'auraient pas approfondi la question que nous discutons.

Au reste nous ne devons nous attendre à rien de moins de la part de l'honorable rapporteur, qui a été chargé de développer les motifs sur lesquels s'appuie la loi.

J'avoue même que la manière dont les articles que j'attaque ont été intercalés dans ce projet peut donner une sorte d'apparence de vérité au système adverse, mais le vice radical du projet, la fausse base sur laquelle il s'appuie ne doit échapper aux yeux d'aucun des plus clairvoyants d'entre nous.

On vous dit, messieurs : ne vous effrayez pas de cette loi ; elle n'est autre chose que la reproduction de la loi française. Ce mot pourrait tromper bien des personnes dans cette enceinte, qui, peut-être, n'ont pas étudié à fond la question. Oui, c'est la reproduction de la loi française, mais avec de singulières additions, et je ne sais pas si la loi française, telle qu'elle est conçue dans les articles 202, 203-204-205 et 206 du Code pénal eût jamais été promulguée, si on eût inséré dans ce Code la disposition toute spéciale qu'on lit dans le nôtre.

Notez bien que notre article 199 se trouve dans le Code français, mais qu'il n'en est pas de même de l'article 200 ; et le silence sur ce point explique la nécessité où l'on s'est vu d'insérer dans ce même Code des dispositions particulières contre les ministres du culte qui attaqueraient, n'importe de quelle manière, les actes du Gouvernement.

Pour bien fixer votre attention sur ce point de mon raisonnement, et vous en faire bien saisir la portée, permettez que je vous donne lecture de cet article.

« Ogni altro pubblico discorso, come pure ogni altro scritto o fatto non compresi nell'articolo precedente, diretti ad eccitare lo sprezzo ed il malcontento contro il Re o le persone della Famiglia Reale o contro il Governo, sarà punito colla reclusione o colla relegazione, o col carcere o col confino, avuto riguardo alle circostanze di tempo e di luogo ed alla qualità e gravità del reato. »

Maintenant je vous demande si, dans les dispositions de cet article, on ne trouve pas explicitement comprises celles des quatre articles, dont on demande aujourd'hui la sanction. Je demande si, dans ces paroles, *tous autres discours ou tous écrits*, dans lesquels on incrimine, on attaque le Gouvernement (et par Gouvernement j'entends nos institutions, et je crois que cette interprétation ne peut être révoquée en doute), je demande si dans ces expressions on ne comprend pas tout discours prononcé par le prêtre, soit comme ministre du culte et dans l'exercice de ses fonctions, soit comme simple citoyen. Et si cela est, quelle nécessité de présenter cette loi ? Nous avons des dispositions répressives : donnaient-elles lieu à des abus, en fallait-il dès lors d'autres ? Qu'on nous le dise, et qu'on explique le besoin d'une loi nouvelle.

Mais je relève une anomalie bien singulière dans celle-ci. Remarquez-la bien, car elle est, à elle seule, l'argument le plus convaincant du vice radical de tout le projet. Voici le résultat des dispositions pénales que le Ministère veut obtenir de nous. Je vais vous les faire connaître. Il arrivera que le prêtre, parlant du haut de la chaire, de cette chaire de vérité d'où on ne devrait jamais entendre que des paroles de paix et de conciliation, d'où on ne devrait jamais prêcher que l'obéissance aux lois, le respect pour l'autorité, ce prêtre sera puni moins sévèrement que s'il parlait au peuple comme simple citoyen et non comme ministre du culte, revêtu de son caractère le plus sacré, comme ministre d'un Dieu de vérité, comme pasteur des âmes confiées à ses soins, et à sa vigilante direction.

Où dans ce cas il sera puni moins sévèrement, parce que, suivant que vous l'aurez observé dans le rapport comme simple citoyen, il sera passible des peines portées par l'article 200, et comme ministre du culte dans l'exercice de ses fonctions, prêchant du haut de la chaire le désordre, la désobéissance aux lois, la révolte même, il ne sera punissable que par quelques mois d'emprisonnement. Or, est-ce là l'égalité de tous les citoyens devant la loi ? Est-ce là le principe qui est proclamé dans notre Statut ? Est-ce que le pasteur qui prêche du haut de la chaire, et dont la parole exerce en ce cas plus d'ascendant sur l'esprit de ses auditeurs, dont les conseils trouvent plus d'écho dans leurs cœurs, n'est pas plus coupable quand il parle contre les lois de l'Etat que tout autre citoyen qui se permettrait de critiquer les actes du Gouvernement ?

Mais on dira peut-être : cet article 200 est trop sévère, et c'est pour ce motif qu'on ne l'applique pas. Quant à moi, je me permettrais de douter de l'exactitude de cette assertion. Je dirai d'abord, que douter de l'application de la loi ce serait presque prendre en défiance la magistrature tout en-

tière et je veux croire que cette pensée n'a pu préoccuper aucun de nous, ni même les auteurs de la loi.

Si la culpabilité du prêtre est établie, s'il est prouvé qu'il ait prêché contre nos institutions, je ne crois pas qu'il y ait un tribunal dans nos Etats, qui n'applique la loi, quelque sévère qu'elle soit, et cela parce qu'on ne trouvera pas un magistrat qui veuille forfaire à sa conscience au point de refuser d'appliquer la loi si la culpabilité n'est pas douteuse. Il pourra déplorer la trop grande sévérité de la loi, mais il l'appliquera parce que tel est le premier de ses devoirs. Mais si l'objection que vous élevez contre l'article 200 du Code était fondée, il ne vous reste qu'une chose à faire, c'est de le modifier et d'y apporter un changement complet, radical, mais dans tous les cas égal pour tous, sans distinction aucune entre le prêtre et le citoyen. Voilà le seul remède au mal que vous signalez, ce serait le seul moyen de rendre la loi acceptable.

Nous avons dans nos anciennes lois, un remède aux abus, aux écarts que le clergé aurait pu se permettre dans l'exercice de ses fonctions. Ce remède, selon moi, était beaucoup plus approprié, beaucoup plus certain, beaucoup plus conforme aux circonstances et aux faits que l'on veut atteindre. Je veux parler de l'appel comme d'abus. Dans le rapport il est dit que ce remède ne peut pas être appliqué comme une véritable sentence, qu'il n'a pas l'efficacité qu'on veut lui attribuer, qu'il n'a pas cette publicité qui doit nécessairement accompagner toute condamnation pénale.

Je me permettrai cependant de vous faire observer que nous avons un exemple frappant devant nos yeux, qui a fait assez de bruit dans cette contrée et à l'étranger, pour pouvoir dire que c'est une peine afflictive et corporelle dans le véritable sens de la loi, que cette peine est infligée avec toute la publicité qu'on peut donner aux sentences, quoique prononcées d'une manière différente.

Or, cela étant, je soutiens que vous ne pouvez faire autrement que d'insérer un article spécial qui dise que dorénavant toutes les autres peines contre une infraction prévue dans cette loi seront complètement supprimées; car autrement vous commettriez une illégalité flagrante; vous laisseriez subsister deux peines pour une même infraction, ce qui ne peut être, car l'axiome de droit *non bis in idem* vous présente à cet égard un obstacle que vous ne pouvez surmonter sans prendre ce parti, de supprimer cette dernière peine, ce qui seul peut servir à expliquer votre mesure.

Si l'appel comme d'abus était appliqué chez nous comme il l'est en France, c'est-à-dire que ce fût par voie de remontrance du Conseil d'Etat, alors je comprendrais que la chose se passant entre l'autorité civile et le clergé, la chose n'ayant pas de publicité, on voulût une loi spéciale, une procédure particulière afin de donner un certain éclat à l'affaire; mais il n'en est pas de même chez nous, où on l'a appliqué sous la forme d'un décret qui a produit l'effet d'une véritable sentence, portant une pénalité dont je ne contesterai pas, mais dont on pourrait révoquer en doute la sévérité.

Ajoutons donc un article qui abroge cette peine pour éviter de commettre une flagrante illégalité, tout en cherchant à faire une loi que l'opinion publique puisse approuver.

Mais il y a, messieurs, dans cette loi une autre violation des principes écrits dans le Statut. La presse doit être libre, j'espère que personne ne contestera cette vérité; la presse doit être libre, c'est là un bénéfice que nous a octroyé notre Constitution. Or, pourquoi y porter atteinte avec la loi actuelle?

Dans le paragraphe deuxième de l'article second vous aurez

sans doute remarqué deux mots tellement élastiques qu'ils peuvent donner une immense facilité aux membres du Ministère public, pour poursuivre tout membre du clergé qui se permettrait non de pas critiquer, mais même d'écrire sur les actes du Gouvernement. En lisant ce paragraphe je me suis demandé si réellement un prêtre pouvait dormir tranquille dans son lit sans craindre à chaque instant d'être incarcéré.

Remarquez, je vous prie, combien ces mots sont équivoques, combien ils prêtent à l'interprétation. Je voudrais qu'on fixât franchement et d'une manière précise leur véritable sens pour éviter plus tard toute interprétation erronée ou malveillante.

Notez bien, en outre, que dans la loi française ces expressions ne se trouvent pas, qu'on n'y rencontre aucune disposition qui puisse y être relative, et cela par une raison bien simple: c'est que, si ce principe était admis, il ne serait plus permis à un prêtre, qui cependant avant d'être prêtre est citoyen, de jouir comme tel des droits qui appartiennent à chacun de nous, d'écrire dans un journal, de discuter les lois, de proposer les changements, les améliorations qu'il croira nécessaires, de profiter en un mot d'un des plus grands bienfaits de nos institutions actuelles. Or, comment améliorer les lois, si ce n'est par suite d'une libre discussion? Et pour quel motif le prêtre seul serait exclu d'un droit si incontestable, si sacré comme est celui de pouvoir émettre librement et sans crainte son opinion?

Tout citoyen a droit de censurer, de critiquer les actes du Gouvernement; c'est là un droit inhérent à la qualité même de citoyen, et que personne au monde ne peut lui ravir, et ce n'est que lorsque cette censure dégénère en attaque réelle que l'on peut, que l'on doit appliquer la loi; mais dans ce cas je veux, comme toujours, l'égalité pleine, entière.

Je serai toujours le premier à demander que le prêtre qui prêcherait publiquement contre les institutions libérales dont nous jouissons, soit puni tout aussi sévèrement que tout autre citoyen. Je ne veux pas de privilège pour le clergé plus que pour tout autre. Je ne puis me persuader que l'intention de l'auteur de cette loi ait été réellement de favoriser le clergé. Or, c'est cependant ce qu'il a fait. Je me demande dès lors s'il a bien réfléchi aux conséquences de cette loi, et si elles ne sont pas d'une nature toute différente de ce qu'il s'était proposé?

Ces mots doivent être clairement interprétés, parce qu'il ne faut laisser dans la loi aucune ambiguïté. Il est essentiel de savoir si par ces expressions *scritti ed istruzioni* on comprend généralement tout ce qui peut sortir de la plume d'un prêtre; et, s'il en est ainsi, n'est-ce pas la consécration de la violation la plus flagrante du principe le plus sacré? J'appelle sur ce point l'attention de la Chambre, car je crois que c'est là une violation dont les conséquences pourront être d'une gravité incalculable.

Je me demande, après toutes ces observations, si réellement cette loi est bien opportune. Depuis longtemps on nous promet des réformes du Code pénal, car depuis longtemps le besoin de ces réformes est vivement senti.

Il y a quelque temps, si je ne me trompe, monsieur le ministre de la justice nous a dit que bientôt il présenterait un projet complètement élaboré à cet égard. Pour ma part, j'aimerais pouvoir me persuader de l'efficacité de telles promesses, mais j'avoue franchement que nous avons déjà été si souvent déçus dans nos espérances que, jusqu'à ce que je voie ce projet, je ne puis me persuader qu'il apparaisse jamais.

Mais je dis que, si nous commençons par accepter, par pièce et morceau, les réformes qu'on veut introduire dans notre Code, nous n'aurons jamais que des lois incomplètes, sans unité et sans ensemble, et il est probable que jamais nous ne verrons arriver le jour de ces réformes radicales que nous désirons, si nous les acceptons aujourd'hui comme le Ministère nous les présente.

Quel a été le but de cette loi? J'avoue franchement que j'ai été longtemps à me l'expliquer, et ce n'est qu'en me rappelant certaines paroles prononcées par l'ex-ministre de l'intérieur, répondant à l'un de nos collègues au sujet des tristes événements de décembre dernier, que j'ai compris le but qu'on se propose par la loi qu'on nous a présentée.

En répondant à des interpellations faites à cet égard, monsieur le ministre parlait d'un parti « qui a le moyen de manifester ses opinions hostiles à nos institutions dans une forme qui échappe à l'action de la loi. » Telles sont ses paroles. Il est certain après cela que la loi actuelle a été présentée pour sévir, si des cas analogues à ceux là venaient à se présenter; ce qui le prouve, en outre, c'est la proximité de la présentation de la loi avec les faits que nous déplorons tous. Mais je me demande si cette loi atteindra bien le but qu'on se propose.

Si réellement le clergé a pris une part quelconque à ces tristes événements, est-ce donc une loi d'exception que vous voulez faire? Pourquoi ne pas appliquer la loi commune?

J'aime à croire, quant à moi, que le clergé n'a été pour rien dans cette affaire; j'aime à le croire, parce que la noble conduite du vénérable vieillard qui est à la tête de ce diocèse doit répondre en quelque sorte de la conduite de ses subordonnés.

Mais, si jamais un prêtre était assez oublieux de ses devoirs pour cesser de prêcher l'obéissance aux lois de l'Etat, le respect à l'autorité; s'il était aussi oublieux de la mission la plus sainte qu'il ait sur cette terre, pour ne plus se rappeler que, s'il doit à Dieu ce qui est à Dieu, il doit aussi à César ce qui est à César, je dis qu'un tel prêtre ne mériterait pas seulement qu'on lui appliquât les peines indiquées dans ce projet de loi, mais qu'il faudrait lui appliquer les pénalités du Code dans toute leur rigueur, dans toute leur sévérité.

Et ne croyez pas, messieurs, que, parce que chaque jour on accole à nos noms, aux noms de quelques membres qui siègent sur ces bancs, l'épithète de *cléricaux*, de *réactionnaires*, nous voulions cependant qu'on ménage le clergé, lorsqu'il est fautif, lorsqu'il ne rentre pas dans les limites de son devoir. Avant tout nous voulons le respect pour la loi, mais aussi nous ne voulons pas même voir violer ce grand principe qui a sanctionné l'égalité des citoyens, car c'est un des plus grands bienfaits que nous devons à la générosité d'un Roi dont le souvenir ne sortira jamais du cœur d'aucun d'entre nous.

Sans doute, et d'après ce que j'ai entendu dire, on entendra parler dans cette discussion plusieurs orateurs des partis extrêmes. Je ne doute pas que bien des personnes, et des journaux surtout, crieront à la prétendue alliance entre ces partis pour attaquer la loi qui est en discussion, pour attaquer le Ministère; mais tout cela ne nous effraiera pas; nous sommes assez habitués à toutes ces sorties des journaux pour qu'elles ne fassent plus d'effet sur nous. Nous sommes désormais indifférents à de telles attaques, et jamais elles ne nous empêcheront d'émettre franchement nos opinions.

Ce qui est assez prouvé à mes yeux c'est que la loi actuelle

est tellement mauvaise, soit qu'on la considère sous le rapport religieux, soit qu'on la considère sous le rapport politique, que tous les partis ont trouvé moyen de la combattre, et pour moi ce serait déjà là un des motifs plus que suffisants pour la repousser en entier.

En terminant, je demanderai si réellement, dans les circonstances politiques actuelles, la loi dont il s'agit est bien opportune. Mais à cet égard je ne vous entretiendrai point. Je sais que d'autres voix plus éloqu岸tes, et qui ont plus d'autorité que la mienne, se feront entendre à ce sujet. Quant à moi, je me limiterai à dire à monsieur le ministre de la justice une chose seule. C'est que, lorsqu'il sera interpellé sur l'opportunité de cette loi, sur la situation de nos relations avec la Cour de Rome, si après la présentation de cette loi la continuation de ces rapports est possible, est probable, il réponde clairement, explicitement, catégoriquement.

Quant à moi, je ne puis me persuader qu'avec la loi qui nous est présentée on puisse jamais croire de voir terminer nos négociations, de les voir mener à bonne fin, comme on a l'air de nous le faire espérer.

J'insiste sur ce point, parce qu'il est temps enfin que le pays sache à quoi s'en tenir à cet égard, que le pays soit éclairé sur ses véritables intérêts.

Je vote donc contre la loi, parce que je la trouve inopportune, parce que je la trouve en contradiction manifeste avec le grand principe proclamé par l'article 24 du Statut, qui est que tous les citoyens sont égaux devant la loi.

PRESIDENTE. Perchè siano alternati gli oratori che parlano pro e contro il progetto di legge, domanderò al primo iscritto, l'onorevole Costa de Beauregard, in quale senso esprimerrebbe la sua opinione.

COSTA DE BEAUREGARD. Je parle contre.

PRESIDENTE. L'onorevole Despina?

DESPINA. Contre.

PRESIDENTE. Il deputato Brofferio?

Voci. Non è presente!

PRESIDENTE. L'onorevole Mongellaz?

MONGELLAZ. Contre. (*Si ride*)

PRESIDENTE. L'onorevole Farini?

FARINI. Io parlo in favore.

PRESIDENTE. Il deputato De Viry avendo parlato contro il progetto, ora accorderò la parola ad un oratore il quale parli a favore di esso.

Il deputato Farini ha facoltà di parlare.

FARINI. L'onorevole De Viry ha portato la sua attenzione sui due capi di questa legge; ma, se io sono ben entrato nello spirito del suo discorso, egli ha cercato con molta abilità piuttosto di sfuggire le questioni che di addentrarvi.

Diffatti è parso a me che egli innanzitutto intendesse farsi propugnatore e dell'egualità dei cittadini in faccia alla legge e della libertà della stampa e di tutti gli altri principii che promanano dalla legge fondamentale dello Stato; ma in sul finire del discorso, egli ha pronunziate alcune parole, le quali mi hanno fatto capace del vero spirito che lo muoveva a fare la sua opposizione. E, valga il vero, dopo aver egli detto che la legge si deve considerare come troppo favorevole al clero, come quella che mira a diminuire le pene che sono sancite dai Codici, egli ha conchiuso che la si vuole tenere, nella parte religiosa, cattiva; poi ha lasciato intendere come dubiti che questa legge stessa ci conduca in cattivi termini colla Corte di Roma. Egli è dunque manifesto, a mio avviso, che l'opposizione dell'onorevole De Viry

muove da principii, da massime contrarie a quelle che io professo, tanto sui rapporti che lo Stato deve avere colla Chiesa, quanto su quelli della tolleranza civile in materia di religione.

Signori, nei tempi pieni di disgrazie e di paure e di parti politiche, avviene di leggieri che si faccia negli animi anche più onesti e più religiosi una deplorabile mescolanza in materia di religione e di Stato, avviene, dico, che molto facilmente si confondano due cose, a mio avviso, pienamente discrepanti, vale a dire la tolleranza religiosa e la tolleranza civile in materia di religione. Dico che queste due cose sono perfettamente discrepanti, perchè egli è indubitato che ogni coscienza religiosa è e deve essere intollerante dell'errore o di quello che crede errore in materia di religione; ma egli è altronde fuori di dubbio che ogni coscienza civile la quale giudichi delle cose pertinenti allo Stato, se voglia chiamarsi ed essere civile coscienza, deve essere tollerante in materia di opinioni e di culti religiosi.

Lo Stato non è competente a giudicare degli errori, dei peccati, delle colpe in materia di religione. Quindi io mi penso che il primo capo di questa legge, il quale del resto non è stato francamente combattuto dall'onorevole deputato De Viry, debba essere pregiato, come quello il quale, se non allarga di molto la tolleranza civile in materia di religione, uniforma la tolleranza di cui oggi godiamo, prendendo esempio dalla legge sulla libertà della stampa.

Ma ciò che più offende la coscienza dell'onorevole De Viry non è questo primo capo della legge; egli è quello che riguarda le colpe che i sacerdoti possono commettere nell'esercizio del loro ministero, predicando sulla cattedra di verità, come egli ha benissimo detto, in modo da accendere le passioni contro lo Stato. E qui è stata molto assottigliata la sua argomentazione; egli ha detto: i nostri Codici sanciscono pene, e pene severe, contro qualsivoglia cittadino, il quale in pubblico si faccia a muovere gli animi contro le leggi dello Stato: e perchè dunque voi, domandava egli, perchè vorrete fare un privilegio di minor pena ai sacerdoti? Ma, siccome sul finire del suo discorso egli si è lagnato che ai sacerdoti si faccia, non più un privilegio, ma invece un'onta che può compromettere, egli diceva, i nostri rapporti colla Corte romana, cade all'intutto, io mi penso, la sua prima obiezione. Se fosse vero, infatti, che noi fossimo per sancire una legge che privilegiasse i sacerdoti, io credo che i sacerdoti stessi e la Corte romana ce ne renderebbero merito, anzichè chiamarcene in colpa. Che se altrimenti fosse, come io penso che ciò è veramente, il Governo abbia voluto provvedere ad alcuni sconci, ad alcune licenze che nell'esercizio del ministero religioso commettono, non il clero (che io rispetto altamente, e so quanto nella sua totalità sia mansueto e devoto agli ordini che ci reggono), ma sì alcuni membri del clero, ai quali non posso fare lo stesso elogio; se, io dico, fosse la cosa in questi termini, allora male ha fatto l'onorevole deputato De Viry a non entrare apertamente nel fondo della questione; il che io farò francamente.

Non v'ha cosa, o signori, di cui gli uomini non abusino; si abusa persino (né ho bisogno di fare molte parole e di recarne esempi) di quello che v'ha di più santo sulla terra, della religione. Quando non sono i ministri della religione che ne abusano, ne deriva certo un danno ed uno scandalo, ma egli non deriva per fermo così grave danno e così grave scandalo come quando ne abusano i ministri della religione stessa. Che più? Cresce il danno, cresce lo scandalo, se sulla cattedra di verità, per ripetere di nuovo la frase dell'onorevole De Viry, si trascorre a quest'abuso.

Nè qui bisogna farci inganno. Egli è indubitato che il sacerdote, il quale nel tempio insegna le verità della fede ai credenti, esercita su di essi tale un'autorità la quale non può essere comparata a quella che il sacerdote stesso, non che ogni altro cittadino, possa colla parola esercitare fuori del tempio. La legge quindi, se ho bene penetrato lo spirito suo, mira a che sia con speciale pena punita una colpa che è speciale.

Me ne incresce, o signori, ma corrono tempi nei quali bisogna francamente prendere il proprio partito. Io ho deplorato più che mai che siano venuti tali tempi, nei quali, risorgendo dottrine che reputo funeste così alla civile comunanza come alla religiosa, dottrine di fanatismo, che della religione ammantano le politiche passioni, ogni Stato che voglia essere fermo nei suoi principii di civiltà e di libertà sia costretto a difendersi dai perpetui attacchi che ogni giorno gli si fanno; me ne incresce, o signori, lo dico schiettamente, è questa la prima volta, dacchè sono entrato nella vita politica, che sono condotto ad esprimere in Parlamento pensieri che possauo a taluno parere poco temperati; ma, non vale l'illuderci, sono vari anni che udiamo ripetere che ogni Governo dotato di libere forme, che ogni Governo ammodernato, come lo chiamano, è la dannazione delle anime nostre. *(Sensazione)*

Questa sola frase vi dice a che si miri, quando della religione si vuol fare un manto alle passioni ed alle opinioni politiche. Egli è indubitato, o signori, che queste dottrine, nelle quali taluni sono così violenti da rialzare nel bel mezzo del secolo decimonono le ombre ancora corrusche del fanatismo, che accendeva i roghi, egli è indubitato, diceva, che queste dottrine sono cause gravissime, da una parte, di violenti attacchi allo Stato, dall'altra di reazioni non giustificabili, ma scusabili. Ora, lo Stato può egli volere che avvenga caso in cui, sotto manto di religione, si faccia sulle coscienze dei fedeli tale una morale pressione che li conduca in termini da assalire quelle istituzioni che sono leggi fondamentali? Io dico risolutamente che no; io penso che, quando lo Stato, nel porre le cautele alle quali è obbligato, non passi i limiti della moderazione, ma freni un abuso, che io spero temporaneo, ed al male conosciuto applichi il rimedio che pare più accomodato ai nostri istituti politici, fa opera molto prudente, e giova sperare che i tempi mutino, che i costumi si mansuefacciano, che ognuno comprenda come la libertà giovi a tutti e giovi alla religione principalmente, non già che essa sia alla religione dannosa ed alla civile società.

Allora le leggi potranno essere più mansuete; allora il ministro di grazia e giustizia non avrà mestieri di proporci temperamenti di questa natura. Ma, nella presente condizione di cose, io stimo che la legge introdotta dal Ministero e raccomandata dalla Commissione, tanto pel primo caso nel quale divisa di uniformare la tolleranza civile in materia di religione, quanto pel secondo in cui a speciali colpe applica speciali pene, voglia essere dalla Camera approvata, epperò io renderò il mio voto favorevole. *(Bravo!)*

PRESIDENTE. Il deputato Costa de Beauregard ha la parola.

COSTA DE BEAUREGARD. L'argumentation logique et vigoureuse de mon honorable ami le député De Viry a concentré la discussion sur l'inconstitutionnalité et illégalité des principales dispositions du projet qui nous occupe, et sur ce terrain qui appartient à toutes les opinions il a pu convaincre sans froisser. Moins habile et moins heureux que lui, je crains de ne convaincre personne et de blesser peut-

être; car c'est au point de vue religieux et au point de vue de son inopportunité que je viens attaquer la loi dans la discussion générale. Ma tâche est délicate, mais je ne failerai pas à mes convictions, et, si mes paroles ne rencontrent pas vos sympathies, j'espère au moins, messieurs, qu'elles ne donneront à personne le droit de me refuser son estime.

J'ai lu avec la plus scrupuleuse attention le rapport de la Commission; il se distingue par la recherche du style, par l'habileté de la rédaction, et plus encore, messieurs, par sa triste franchise. (*Oh! oh!*) Ainsi, en applaudissant aux dispositions de l'article 1 et à la pensée qui les a dictées, monsieur le rapporteur a dit:

« Ci rallegra il cuore che fra i diversi sistemi sia andato innanzi quell'uno che più ci avvicina alla riforma, ossia all'annullamento di ogni pena per la manifestazione di opinioni che altri stimi contrarie al cattolicesimo. »

Après un semblable aven, quel doute serait encore possible? Suppression complète de toutes les peines portées contre les offenses faites au catholicisme; tel est le vœu de la Commission, et cette *joie du cœur* que monsieur le rapporteur a ressentie en étudiant la loi prouve qu'elle a répondu à ses espérances, et cependant, messieurs, le catholicisme est la seule religion de l'Etat, et cela en force du Statut, loi fondamentale, perpétuelle et irrévocable de la monarchie. Et vous qui voulez que l'Etat refuse protection et respect à la religion qu'il a proclamée la sienne, qu'il laisse à chacun la liberté de nier ses dogmes, d'insulter à la morale, de ridiculiser les pratiques, en un mot de lui prodiguer impunément toutes sortes d'outrages, vous osez vous dire constitutionnels? (*Morimenti*) Libre à vous de pousser la tolérance jusqu'aux dernières limites de l'indifférence religieuse: personne n'a le droit de s'enquérir de vos croyances. Mais au moins soyez logiques, et comprenez que, tant que l'Etat aura une religion, les pouvoirs qui administrent cet Etat ne peuvent la laisser attaquer, ni l'attaquer eux-mêmes, sans violer l'article 1 et fondamental du Statut qu'ils ont juré.

Peut-être, messieurs, dois-je douter ici de la solidarité du Ministère et de la Commission; je ne saurais me persuader que monsieur le garde des sceaux puisse applaudir aux sophismes ironiques par lesquels monsieur le rapporteur veut démontrer que toutes les attaques contre la religion sont innocentes et légitimes, par cela même qu'elles sont nécessairement impuissantes.

Nous croyons savoir que le rédacteur du projet ministériel et celui du rapport de la Commission professent nécessairement des opinions identiques; il nous reste à connaître si monsieur le ministre de la justice accepte la responsabilité de toutes les appréciations, de toutes les doctrines de son habile interprète.

Je le prie de vouloir bien me faire à cet égard une réponse positive, car il serait intéressant de comparer sa déclaration aux assurances données naguère à la nation par le discours de la Couronne, savoir « que le Gouvernement veut augmenter l'amour et le respect du peuple pour la religion de nos pères, et accroître son influence salutaire au lieu de chercher à l'affaiblir. »

Mais je reviens à la discussion.

Le projet de loi qui nous est présenté n'a point pour but véritable (on vous l'a dit, messieurs) de corriger ce qu'il peut y avoir de discordant entre certaines dispositions du Code pénal et nos institutions nouvelles. C'est une loi politique, une loi d'exception; c'est une concession dangereuse

que vous demande le Ministère dans son besoin de domination aveugle et pour satisfaire une influence qui malheureusement chaque jour pèse de plus en plus sur le Piémont.

Or, cette concession qu'on nous demande sous le prétexte de fortifier l'autorité, nous n'avons ni le droit, ni le pouvoir de la faire; car elle pourrait porter atteinte à une autre autorité qui échappe essentiellement à toute force politique, je veux dire à l'autorité de l'Eglise qu'elle tendrait à asservir à l'autocratie du pouvoir civil. Je dis que tel pourrait être en certains cas l'effet de la loi qui nous occupe, pour ne pas dire que tel a été le but que s'est proposé son auteur.

Une des applications possibles de cette loi s'est présentée à l'esprit de tous au moment de l'apparition du projet. Admettez, messieurs, que le mariage purement civil, soit reconnu et adopté comme loi de l'Etat (cette supposition, vous en conviendrez, n'a rien de trop invraisemblable), tout mariage contracté par devant un juge de mandement ou syndic de village sera donc, en vertu d'une décision du Parlement, parfaitement légitime.

Mais voici qu'un prêtre, s'appuyant sur une autorité plus infaillible que la nôtre, vient du haut de la chaire enseigner aux fidèles, que le mariage n'est point un simple contrat civil, mais un sacrement de l'Eglise; que toute union qu'elle n'aura pas consacrée n'est qu'une association criminelle; qu'une femme qui n'est épouse que par la loi, n'est qu'une concubine selon la conscience. Cette doctrine est en opposition directe avec celle de l'Etat. Le prêtre, qui la soutient, provoque évidemment à la désobéissance d'une loi, censure, dans l'exercice de ses fonctions, une disposition de l'autorité; donc, en vertu de l'article 2 du projet qu'on nous propose, il doit être jeté dans les fers et écrasé d'amendes! Et cependant, messieurs, quel est le catholique qui oserait excuser ce prêtre, s'il tenait un autre langage? Avais-je donc tort de vous dire que cette loi pouvait nous conduire à offenser les dogmes de l'Eglise, à attaquer un pouvoir qui échappe à votre puissance?

Vous me direz peut-être ce qu'on a souvent répété: la religion est dans l'Etat, mais l'Etat n'est pas dans la religion, c'est-à-dire que l'Etat doit avoir sur la religion toute suprématie; ce sophisme n'est pas nouveau, car il fut prononcé par Mirabeau, il y a plus de 60 ans, et sa fougueuse éloquence en déduisit les conséquences les plus téméraires et les plus illogiques; mais on lui répondit: oui, la religion est dans l'Etat, mais elle n'y est ni comme rivale, ni comme sujette; elle y est comme amie; elle y est pour enseigner à l'homme qu'il ne peut être chrétien, s'il n'est en même temps bon citoyen; elle y est, non pour soulever le peuple contre les lois établies, mais pour lui enseigner à les respecter, et jamais elle n'a failli à cette mission, quoi que puissent dire ses ennemis. L'Etat doit protéger la religion; mais il ne peut l'assujettir, et l'harmonie de ces deux puissances indépendantes, mais unies, garantit le bonheur d'un peuple, comme leur division est le symptôme le plus certain d'un déchirement fatal et d'imminents malheurs.

Messieurs, la tempête approche; d'immenses événements vont s'accomplir; quelles en seront pour nous les conséquences? C'est le secret de Dieu. Comment y sommes-nous préparés? Ce n'est un secret pour personne; le relâchement de tous les liens moraux a détruit notre force; une presse effrénée enseigne au peuple chaque jour qu'il ne doit plus rien respecter; le prestige de toute autorité disparaît avec les principes qui la faisaient aimer et craindre; la fortune publique est détruite; la fortune privée compromise par la soif du gain et l'emportement des spéculations hasardeuses; la

misère pèse et s'étend sur nos populations auxquelles on demande chaque jour de nouveaux sacrifices; l'inquiétude et le mécontentement se manifestent dans les provinces; la confiance dans le Gouvernement disparaît; isolés dans notre désorganisation et notre faiblesse, sans unité au dedans, sans alliés au dehors, que deviendrons-nous au jour du danger? Et c'est au milieu de cette crise financière, morale, politique que vous venez encore, messieurs les ministres, pousser à la crise religieuse, en présentant une loi qui doit être une source de division entre le Gouvernement et la majorité catholique de la nation! Vous reconnaissez combien est grande l'influence que peut exercer encore le clergé, puisqu'elle vous cause tant d'ombrage! Pourquoi donc ne cherchez-vous pas à vous l'affectionner ce clergé, à le rendre le plus ferme appui du Gouvernement au lieu de le froisser par vos soupçons et vos injustes rigueurs? Mais il est des temps malheureux où l'intérêt, l'expérience, la justice et l'histoire semblent ne plus fournir d'enseignement.

Vous avez, il est vrai, mérité les éloges de la protestante Angleterre; ses journaux ont félicité le Piémont de ce que la conduite de son Gouvernement n'est pas moins imbuë du protestantisme que sa conduite religieuse; mais ces éloges bien mérités, et qui vous ont flatté sans doute, l'immense majorité de vos concitoyens les apprécie, messieurs les ministres, comme la plus honteuse flétrissure qui puisse être imprimée sur votre front. (*Sensazione e mormorio di disapprovazione*)

PRESIDENTE. Prego il deputato Costa de Beauregard di esprimersi in un linguaggio più temperato e più conforme agli usi parlamentari.

COSTA DE BEAUREGARD. Je ne crois pas avoir manqué de respect ni au Ministère ni à la Chambre. Je continue et j'espère qu'on me laissera parler sans interruptions.

Voci. Continuez!

COSTA DE BEAUREGARD. D'ailleurs, l'Angleterre qui vous les prodigue ne condamne-t-elle pas elle-même par sa conduite la doctrine qu'elle vous prêche dans ses intérêts? Cherchez un peuple qui identifie d'une manière plus complète les principes de sa religion avec ceux de sa nationalité; c'est là le secret de sa force; faites donc sur ce point ce qu'elle pratique, au lieu de faire ce qu'elle conseille, et reconnaissez enfin que, si sa funeste influence vous pousse au schisme et au protestantisme, vous servez merveilleusement ses vues en vous montrant si dociles, mais que dans son for intérieur elle méprise votre défection.

J'ai dit que le projet de loi était dangereux et inopportun, eu égard aux circonstances politiques dans lesquelles nous nous trouvons; qu'il est une nouvelle preuve de ce besoin immodéré de domination qui caractérise le Ministère, et j'ajoute que sa présentation est une offense directe à l'honneur de la Couronne et à la dignité du pays. En effet, messieurs les ministres, après l'éclatant démenti donné à vos assurances officielles par l'allocution pontificale du 19 décembre, vous avez compris la nécessité de reprendre des négociations trop longtemps interrompues. Vous avez cru devoir alors élever le chargé d'affaires de Sardaigne à Rome au rang de ministre résident; vous vouliez, disiez-vous, donner plus d'importance à son caractère officiel dans les affaires très-graves qu'il aurait à traiter, et témoigner en outre des respectueux égards dont le Ministère voulait user envers le chef de l'Eglise. Mais, tandis que vous disiez toutes ces choses, que vous donniez à votre représentant de pleins pouvoirs pour traiter à Rome, à Turin vous préparez des ar-

mes pour persécuter le clergé; vous présentez une loi dont l'adoption aura pour effet immédiat de couper court à toute négociation. Est-ce ainsi, messieurs les ministres, que vous comprenez la probité politique, l'honneur national et votre dignité? Est-ce ainsi que vous croyez prouver au Piémont et à l'Europe votre habileté diplomatique? Cette habileté, messieurs, n'est que déplorable faiblesse. De deux choses l'une, en effet: ou, dirigés par une sage et saine politique, vous voulez en venir sérieusement à un accommodement avec la Cour de Rome et conclure un traité honorable et utile pour les deux puissances, et c'est là le plus ardent de mes vœux, alors ayez le courage de le dire; cessez de faire des concessions à un parti qui conserve sur vous trop d'influence, et traitez loyalement; ou bien, liés par de fatales promesses, poussés par de funestes suggestions, vous voulez rompre avec Rome, alors acceptez hautement la responsabilité de cette rupture; exposez vos griefs, la nation les jugera. Mais faites la guerre ou la paix à visage découvert, et abandonnez une attitude qui vous fait perdre la confiance de tous les partis, une attitude indigne de vous et surtout du Piémont, cette terre de l'honneur et de la loyauté.

Messieurs, je résume les considérations que je viens d'exposer en déclarant que ma conscience m'impose le rigoureux devoir de voter contre le projet de loi proposé par le Ministère et soutenu par la Commission.

PRESIDENTE. Il deputato Brofferio parla contro il progetto?

BROFFERIO. Parlo sopra il progetto.

PRESIDENTE. Il deputato Tegas parla contro il progetto o in favore del medesimo?

TEGAS. Parlo anch'io sopra il progetto.

PRESIDENTE. Allora la parola spetta al deputato Brofferio, primo iscritto.

BROFFERIO. Fra il Codice e lo Statuto avvi un abisso! Molte e molte volte, o signori, ho avuto l'onore di chiamare l'attenzione della Camera sopra la discordanza che regna tra lo Statuto ed il Codice, fatale discordanza, in virtù della quale le nostre patrie istituzioni si risolvono in poco meno che in un pio desiderio, in poco più che in un'amara delusione.

Rappresentando come vivesse nei nostri Codici in tutta la sua efferatezza il carcere preventivo, barbara eredità del medio evo, barbaramente da noi raccolta, io vedeva approvata dalla Camera una mia proposta, colla quale si riformava l'articolo 189 del Codice di procedura criminale in ordine all'arresto preventivo; ma la mia proposta veniva poscia dimenticata negli archivi della Camera con tutte le proposte che hanno inizio dal deputati e non dai ministri.

Un'altra volta io aveva l'onore di proporre l'abolizione degli articoli 164 e 165, di cui ora si propone la modificazione dal Governo, ed il guardasigilli consentiva essere necessario che questi articoli fossero cancellati; soltanto diceva che non si dovessero fare con speciale provvedimento, ma si dovesse attendere la generale riforma di una criminale legislazione che annunciava prossima, anzi imminente.

In altra contingenza io rappresentavo come, contro il precepto dello Statuto, contro le disposizioni della legge sulla stampa vi fosse ancora in Piemonte una censura preventiva sopra le opere provenienti dall'estero, censura assurda, arbitraria, incomportabile ed in perfetta opposizione collo Statuto e colle organiche leggi; si prometteva pronta riparazione, promessa anche questa che cadeva sopra sterile arena, come tutte le altre.

Finalmente nel 24 gennaio del 1853, in occasione delle

interpellanze sopra la condanna del Mazzinchi per discussioni religiose, io aveva l'onore di presentarmi alla Camera collo Statuto da una parte ed il Codice dall'altra, e di chiamare l'attenzione sopra ciascun articolo dello Statuto, posto a confronto dei corrispondenti articoli del Codice. E, così procedendo, io dimostrava come la libertà individuale non esiste, perchè, mentre si proclamava dallo Statuto, distruggevasi nel Codice di procedura criminale, in virtù del quale ogni giudice, ogni sindaco, ogni gendarme, ogni guardia campestre, ogni arciere avesse diritto di ammanettare. Nello stesso modo io dimostrava che non esiste l'inviolabilità di domicilio, poichè ogni arciere, ogni birro, ogni gendarme, ogni guardia campestre a termine del Codice, a cui si riferisce lo Statuto, hanno diritto di entrare a qualunque ora nel domicilio di ogni pacifico cittadino.

Io soggiungeva che non esiste l'eguaglianza in cospetto della legge, perchè in più d'un caso la legge tien conto della qualità, della condizione, del grado, e specialmente del titolo delle persone, sia per comparire in giudizio, sia per comparire a far pubblica testimonianza. Diceva che non esiste l'inviolabilità dei giudizi, perchè nel Codice si contemplano speciali casi in cui è fatta facoltà ai supremi magistrati ed al capo dello Stato di trarre il cittadino in altra sede di giudizio, togliendolo ai competenti suoi giudici. Diceva che non esiste la libertà di coscienza, perchè, sebbene fosse più e più volte proclamata in questa Camera, e se ne faccia dichiarazione nel primo articolo dello Statuto, tuttavolta esistono speciali provvedimenti che consacrano l'intolleranza, che sanciscono l'arbitrio, che incatenano gli atti, le parole, e, si direbbe persino, il pensiero. E la Camera, udendo, articolo per articolo, il raffronto del Codice e dello Statuto, e convinta rimanendo della deplorabile discordanza da me lamentata, accettava alla quasi unanimità, come io trovo dichiarato negli atti parlamentari, la seguente proposta: « La Camera, pigliando atto della promessa del ministro di grazia e giustizia di presentare in principio della nuova Sessione un progetto di legge che metta in armonia collo Statuto il Codice penale e quello di procedura criminale, ed invitandolo a mandare prontamente ad effetto il disposto dall'articolo 91 della legge 26 marzo 1848 in ordine alla stampa estera, ed avendo fede che provvederà in ogni miglior modo a che essa diventi legge dello Stato, passa all'ordine del giorno. »

Questa mia proposta veniva, come io diceva, accolta dalla Camera alla quasi unanimità, e non era soltanto unanime la Camera, lo era anche il Ministero, come ne fanno fede le seguenti dichiarazioni dell'onorevole Bon-Compagni, allora guardasigilli:

« Quanto all'ordine del giorno proposto dal deputato Brofferio, che non contiene nulla più che il mantenimento della promessa fatta dal Ministero, promessa che esso ha assolutamente deliberato di mantenere, ed il ricordo di una disposizione da farsi sulla stampa estera, alla quale io parimente accenso, e che credo farà parte della stessa legge, non ho difficoltà di accettarlo. »

E la Camera e il Ministero facevano pertanto l'una solenne invito, l'altro solenne promessa di riformare questo intricato laberinto che si chiama il Codice, di metterlo in armonia collo Statuto, e di adoperarsi finalmente per modo che le nostre franchigie costituzionali cessassero di essere una delusione, di essere un franello, per diventare una verità.

Noi dunque eravamo in diritto di attendere dall'onorevole Rattazzi, successore dell'onorevole Bon-Compagni, una onorata esecuzione alle solenni promesse, di attendere un vasto progetto di compiute riforme che corrispondesse finalmente

al voto della libertà, al desiderio della nazione. E che ne avvenne? Si promisero e mari e monti, e si reca un granello di sabbia ed una goccia d'acqua.

Le vaste riforme, le grandi promesse eccole ridotte a qualche misero articolo, a qualche pallido concetto per illudere la pubblica opinione, per sorprendere la coscienza pubblica.

Almeno questi poveri articoli fossero tali nella loro sostanza da consacrare un principio, da stabilire una massima d'onore ci venisse, se non la persuasione, almeno la speranza che il Ministero voglia finalmente procedere francamente nel sentiero della libertà, nella via delle civili e politiche riforme. Ma tutto questo io non ravviso negli articoli che ci vengono sottoposti; debbo anzi dichiarare che mi dimostrano pur troppo tutto il contrario.

Infatti l'articolo 1 del progetto non contiene che una modificazione degli articoli 164 e 165 del Codice penale. Si riduce, è vero, notevolmente la pena contro le discussioni filosofiche e religiose che direttamente o indirettamente possono recare offesa alla religione dominante, ma colla stessa riduzione si conferma il mal seme dell'intolleranza. Riducendo le pene e lasciando gli articoli, voi offendetevi la libertà di coscienza, che avete tante volte proclamata. Se vi ha libertà di coscienza, deve essere lecito a chicchessia di discutere liberissimamente sulle credenze di questo o di quel culto, sulle dottrine di questa o di quella liturgia.

Ma, quando voi lasciate sussistere una pena qual vuoi, voi consacrate l'intolleranza, voi distruggete la libertà, voi continuate con assurdo sistema ad interporre l'autorità e la forza del Governo tra il cielo e la terra, tra Dio e gli uomini, sistema che ha già condotto una volta all'Inquisizione, e che, logicamente procedendo, ricondurla dovrebbe.

Voi inculcate la fede, voi comandate il rispetto a Dio colle baionette, colle sciabole e coi birri, quasi che Dio avesse bisogno dei vostri aiuti e dei sovvenimenti vostri, e non bastasse alla Divina Maestà un breve muovere di ciglia perchè tutto sia polvere ed ombra.

Poichè non avete dunque il coraggio di entrare in vasta arena e di compiere alle onorate promesse, dovevate avere almeno la sincerità di non illuderci con sagaci sotterfugi; dovevate almeno abolire i due odiosi articoli per distruggere ogni funesto vestigio; ma voi, invece di distruggere, ricostruite, e la religiosa intolleranza ve ne sarà obbligata.

Inoltre, o signori, io non so comprendere come quelli che hanno dettato questo progetto abbiano avuto il coraggio di proporre la modificazione della pena portata dagli articoli 164 e 165, lasciando intorno ad essi il luttuoso corredo di altre disposizioni che sono ancora più feroci, più barbare di quelle che fingeste di percuotere, e che trovansi nello stesso libro non solo, ma nella stessa pagina.

È d'uopo che la Camera sia ben bene rischiarata sopra questo argomento, acciocchè si sappia quale giudizio si debba fare di queste omeopatiche riforme che il Ministero ci ha proposte.

All'articolo 160 che il Ministero lascia intatto, si prescrive che chiunque distrugga o infranga vasi sacri, tanto nelle chiese che fuori delle chiese, sarà condannato ai lavori forzati.

Se poi, si soggiunge all'articolo 161, l'empietà giungesse al punto di sprezzare l'ostia consacrata, allora vi sarà la pena della morte. (*Sensazione*)

Non basta: chi proferisce una bestemmia, a termini dell'articolo 162, se la proferisce con animo deliberato, può essere condannato ai lavori forzati; se invece la proferisce

nell'impeto della collera, la legge è più mite: può essere condannato soltanto al carcere! (*Sensazione*) Per la qual cosa, se l'avvocato fiscale o chi per esso volesse divertirsi a passeggiare per le pubbliche vie ed ascoltare un carrettiere che nell'impeto della collera si lasciasse uscir di bocca la più piccola bestemmia per ungere le ruote del suo carro o per vincere la pigrizia dei suoi bovi o dei suoi cavalli, infelicissimo carrettiere! egli dovrebbe languire sotto le sbarre chi sa quanti mesi e chi sa quanti anni! (*ilarità generale*)

Io vi domando, o signori, se si possa da senno venir qui proponendo di modificare gli articoli 164 e 165, senza cancellare gli articoli 160, 161, 162 e 163 i quali sono più assurdi e più barbari di essi.

Ma perchè, o signori, non si venga dicendo che per aver troppo, io rifiuto il poco, e mi si apponga taccia di pessimista, io dichiaro che per quanto mi facciano nausea i vostri articoli, io non voterò contro di essi purchè la modificazione della pena voglia mutarsi in assoluta cancellazione degli articoli, e purchè vogliate con essi cancellare gli altri articoli da me citati che trovansi nello stesso titolo e nel libro stesso.

Io non crederei di esaurire questa discussione, se non facessi avvertita la Camera di alcuni altri articoli che il Ministero ha creduto dover conservare, e che ripugnano ad ogni sentimento di menomo progresso.

Io chiamo, o signori, la vostra attenzione sopra tutti gli articoli del cap. 3, lib. 2 tit. 2 in cui è prescritta la pena di morte per la semplice cospirazione, per il semplice attentato contro lo Stato, le quali due cose fossero definite in retto modo potrebbero, se non giustificarsi, almeno scusarsi; ma il legislatore per aver diritto a colpire tutti coloro che non dividessero le opinioni di chi comanda, ecco, o signori, come definisce la cospirazione all'articolo 187: « Vi è cospirazione dal momento in cui la risoluzione di agire sia stata concertata e conclusa fra due o più persone, quantunque non siasi intrapreso alcun atto di esecuzione. »

Per la qual cosa, dall'istante che sia manifestata appena l'intenzione di sollevare la fronte fra due persone, già si è reo di morte.

Non basta; all'articolo 188 si soggiunge: « Se non vi fu cospirazione compiuta, ma soltanto proposizione fatta e non accettata, colui che avrà fatta una tal proposizione sarà punito colla pena dei lavori forzati, che si potrà estendere ai lavori forzati a vita, » e tutto ciò per una semplice proposizione non accettata. Udite ancora: « Vi è attentato dal momento che si è dato principio a un atto qualunque di esecuzione dei crimini indicati, » e questo atto qualunque di esecuzione, sia pur tenue, sia pur passeggero, sia pure impercettibile, appena ha il carattere di un atto iniziato, pone il capo del cittadino sotto la mannaia del carnefice! E ancora non basta. Alla sezione III, titolo II, è sancita la pena dei lavori forzati contro il cittadino che non faccia la spia! (*ilarità generale*)

La cosa è così assurda che quasi veste il carattere della facezia; ebbene, questa bella facezia, uditela come è contenuta nell'articolo 204: « Coloro che avendo avuto cognizione di cospirazioni formate, o di crimini progettati contro la sicurezza dello Stato, non avranno fatta dichiarazione di queste cospirazioni, o di questi crimini, e non avranno rivelato alle autorità governative, giudiziarie od amministrative le circostanze che saranno pervenute a loro cognizione, e il tutto entro 24 ore successive alla cognizione medesima, quand'anche fossero riconosciuti esenti da ogni complicità, pel solo fatto della non rivelazione, saranno puniti nel modo

e secondo le distinzioni seguenti: » ed a forza di distinzioni l'onorato cittadino che non volesse fare il delatore, può essere condannato ai lavori forzati a perpetuità.

Udite inoltre la disposizione dell'articolo 207:

« Colui che avrà avuto cognizione di detti crimini o cospirazioni e non le avrà rivelate, non potrà essere scusato pel motivo che egli non le abbia approvate, od anche vi si sia opposto, od abbia cercato di dissuaderne gli autori. »

Quindi non si esce da questo orribile bivio: o si tace e si va in galera; o si parla e si diventa disonorato e infame!

E son questi gli articoli che il Ministero lascia sussistere, mentre viene a proporci la modificazione degli articoli 164 e 165; ed è a fronte di questi articoli da lui rispettati, che egli viene a presentarci seriamente qualche miserabile rimpasto di tre o quattro insignificanti disposizioni, per farci credere che entra finalmente nelle vie delle riforme! In verità che i signori ministri pongono una gran fiducia nella bontà, per non dire nella rassegnazione nostra.

Una delle discussioni che si promoveva con grande alacrità in questa Camera era quella sul carcere preventivo; quella che la Camera accoglieva benevolmente sebbene il guardasigilli, che era allora l'onorevole Siccardi, sorgesse a combatterla.

Signori, sapete voi bene che cosa sia il carcere preventivo nel nostro paese?

Ognuno che venga in sospetto al fisco di aver commesso o qualche crimine o qualche delitto, può essere quando che sia tradotto in carcere e messo in istato di accusa.

Sotto gli artigli dell'accusa l'infelice arrestato attende l'ora del giudizio. E quest'ora sapete voi quando suona?... Mentre io vi parlo, nella segreteria criminale del magistrato di appello di Torino, sono più di 1500 cause giacenti sul cancello del segretario criminale, che da anni stanno aspettando di essere collocate a udienza. Ma passano i giorni, passano i mesi, passano gli anni, e il giorno del giudizio è sempre ritardato perchè il numero dei giudici non è sufficiente a quello dei giudizi.

Siate quindi colpevoli, siate innocenti, voi in virtù dell'arresto preventivo dovete starvene anni ed anni attendendo che possa il magistrato chiamarvi ad esporre le vostre ragioni e ad ascoltare la sentenza vostra.

Intanto avete tempo a vedervi rovinare le sostanze, rovinata la riputazione, rovinata la salute... avete tempo a morire!... E se vi avvenga di uscire finalmente dal carcere potrete trovare squallida la casa, deserta la famiglia, deserti gli averi, e di più troverete gli amici che vi volteranno le spalle, perchè nessuno vorrà credere che un uomo trattenuto tre o quattro anni in prigione possa essere innocente.

Vedete, o signori, quale orribile cosa sia il carcere preventivo!... All'articolo 189 del Codice di procedura criminale si stabilisce che il tribunale potrà, trattandosi di delitti e non di crimini, fare facoltà all'imputato di essere sentito fuori carcere mediante cauzione. Noti la Camera che questo potrà è un doloroso progresso della nostra età, imperocchè nelle nostre antiche leggi non si diceva *potrà*, si diceva *dovrà*: ciò che adesso è un arbitrio del tribunale era un diritto dell'accusato.

Per questo riflesso io proponevo che almeno il diritto di essere sentito fuori di carcere, quando si tratta di tenui imputazioni, fosse restituito al cittadino; ma fu opera gettata al vento!

E dopo tante aspettazioni, dopo tante promesse di compiute riforme hanno coraggio i ministri di non portarci corretta una sillaba sopra questo infernale sistema del carcere

preventivo!... Chi è che in cospetto di una simile legislazione non si trovi esposto da un giorno all'altro a subire un infelice arbitrio della pubblica autorità, o della pubblica forza?

Non giova, o signori, il dire: io sono uomo onorato, io non commetterò mai delitto alcuno, io non stenderò mai la mano negli averi altrui, non verserò mai umano sangue.

Signori, anche per gli uomini onesti può suonare un'ora, può giungere un punto in cui la volontà del bene si trova sottoposta alla vertigine del male, o quanto meno al sospetto dei malevoli, alla calunnia dei protervi; nessuno di noi è certo che di qui ad un mese, di qui ad un anno non abbia a pentirsi di non avere in tempo provveduto ad un Codice che consacri la giustizia, che protegga l'innocenza; e non sarebbe la prima volta che un legislatore avesse ad essere vittima dell'opera sua.

Quindi è che io voterò, o signori, i vostri sciagurati articoli se vorrete quanto meno che sia modificato l'articolo 189 in questo senso, cioè: dovrà il tribunale far facoltà a colui che si trova sottoposto ad inquisizione correzionale di essere, mediante cauzione, sentito fuori di carcere, e che, quando si tratti di pena criminale, potrà colle medesime cautele essere sentito.

Per tal modo si avrà diritto alla libertà provvisoria nei reati correzionali; e si avrà almeno la speranza negli altri più gravi reati, e il carcere preventivo non sarà più nè così orribile, nè così fatale.

Ora è tempo che io discenda a ragionare degli articoli in cui si stabiliscono pene speciali per il clero nell'esercizio delle sue funzioni.

Signori, da cinque o sei anni che noi stiamo discutendo in questa Camera, i ministri, quando vellerò essere confortati da un po'd'aura popolare, dissero sempre che preparavano una gran tela di riforme ecclesiastiche; e queste loro insinuazioni sorridevano per tal modo alle pubbliche speranze, che il paese molti terti dimenticava nell'aspettativa di queste sole riforme.

Si è parlato dell'abolizione del foro ecclesiastico, ed il foro ecclesiastico non è abolito; si è parlato della legge del matrimonio, e la legge del matrimonio non esiste; si è parlato dell'ordinamento dello stato civile, e questa legge non esiste. Non parlo nemmeno dell'incameramento dei beni ecclesiastici, della riduzione dei vescovadi, e dell'abolizione dei conventi, tutte cose che per verità i ministri non proclamarono mai apertamente dal loro scanno, ma lasciarono che i loro fogli semiofficiali accortamente insinuassero e promettessero per loro.

Ebbene, a che ne siamo venuti? Si gettò al paese uno stralcio di legge che si chiamò *Legge Siccardi*, legge che il paese accolse con entusiasmo, credendo abolito il foro ecclesiastico, e l'abolizione fu così compiuta e sincera che i preti della curia non hanno mai pronunziato tante sentenze! E con questo si conchiusero tutte le ecclesiastiche riforme, e terminò la vantata indipendenza del potere civile.

Ed ora si pretende di farci accettare come una riforma ecclesiastica qualche articolo a cui si è data l'apparenza di giusta rappresaglia contro le esorbitanze del clero, ma che in sostanza non è altro che una legge di eccezione a favore dei preti.

Eccone la prova: all'articolo 200 del Codice penale sta scritto:

« Ogni altro pubblico discorso, come pure ogni altro scritto o fatto non compresi nell'articolo precedente, diretti ad esercitare lo sprezzo ed il malcontento contro il Re o le persone

della famiglia reale, o contro il Governo, sarà punito colla reclusione, o colla relegazione, o col carcere, o col confino, avuto riguardo alle circostanze di tempo e di luogo, ed alla qualità e gravità del reato. »

Chiaro è che in questo articolo è senza alcuna riserva contemplato ogni cittadino, tanto il prete che il laico; quindi quest'articolo è dettato per tutti.

A che collocar dunque il clero in una condizione speciale?

A che, o signori? Eccovi svelato l'arcano. Col pretesto di fare una legge che abbia l'apparenza di contenere il clero, si volle favorirlo. Se almeno si fosse abolito l'articolo 200, allora direi che si è voluto ridurre una troppo severa pena nell'interesse di tutti i cittadini; ma quando la rigorosa sanzione si diminuisce per gli ecclesiastici e si lascia per i laici, non debbo io dire che si volle fare una ingiusta eccezione in favore dei primi, in odio dei secondi?

Ho esaminato ciò che su questo proposito si è scritto dal signor relatore della Commissione: egli ha dichiarato volersi con questi articoli togliere al prete ogni argomento di difesa. Così, dice egli, il prete non potrà più affermare che come predicatore non ha qualità di cittadino, ma di messo di Dio e quindi rigettare contro di esso l'applicazione dell'articolo.

Ma in verità che il prete cessi di essere cittadino quando è nell'esercizio delle sue funzioni, è tale errore che non potrà sperar mai di essere accolto dai tribunali. Come si può ora essere, ora non essere cittadino? Ed in virtù di qual diritto seggono i preti in questa Camera se non col diritto di cittadini?

Il prete, soggiunge il signor relatore, potrebbe opporre che essendo milite della santa romana Chiesa non può riconoscere i comandi del pontefice, anche quando siano contrari alle leggi dello Stato.

Ed io domando se in tutti i Codici del mondo non sia vietato a chi serve di eseguire un reo precetto di chi comanda. Venga pure il comando di predicare contro le leggi dello Stato; venga pure dal Vaticano, il prete non può aver facoltà di commettere un delitto, perchè gli viene imposto da un più grande delinquente.

Finalmente sostiene il signor relatore che, stando alla lettera dell'articolo 200, che punisce gli attacchi contro il Governo, potrebbero i preti arrogarsi il diritto di assalire le leggi dello Stato, dicendo che nel Governo non sono le leggi. Nuovo errore! Nel Governo ampiamente considerato sono i tre poteri che dettano la legge; ed il Governo semplicemente considerato come potestà esecutiva, è il custode della legge, il difensore della legge, l'esecutore della legge.

Questa ragione pertanto non troverebbe migliore accoglienza delle altre in cospetto dei magistrati.

Malgrado tutto questo, io dichiaro che, sebbene a mal in cuore, voterò anche per questa riforma, con che per altro sia soppresso l'articolo 200 che mantiene rigorose pene contro i laici, mentre si diminuisce in favore dei preti.

Signori, poichè siamo su questo argomento, e poichè io vi ho parlato di tante promesse da voi fatte di leggi ecclesiastiche, promesse sempre rinnovate e deluse sempre, io debbo dire che non indarno mi percosse l'invito che a voi venne fatto, sebbene da opposta parte, di avere una volta il coraggio delle vostre opinioni.

Su via, quali sono, o signori, le opinioni vostre? Voi dichiarate di far leggi per contenere i preti, e spedite umilmente inviati a Roma a supplicare il Santo Padre per far concordati. Abbiate, io ve lo ripeto, il coraggio delle vostre opinioni!

Ci avete detto le centinaia di volte che per riformare i

nostri Codici non avete bisogno della permissione di Roma, che il diritto civile non soggiace al diritto ecclesiastico; diceste che avreste arrossito di far concordati con Roma per aver facoltà di migliorare la nostra legislazione; e poi? E poi son pochi mesi che dovemmo salutare un concordato per l'abolizione di alcune feste, le quali sarebbero state abolite cancellando un semplice articolo del Codice penale.

RATTAZZI, ministro di grazia e giustizia e reggente il Ministero dell'interno. Non è un concordato, è un breve.

BROFFERIO. Io non sono nei segreti del Governo, ma non credo ingannarmi asserendo che per l'abolizione di alcune feste mendicaste un concordato...

Voci al centro. Non è un concordato.

BROFFERIO. Sia pure un breve che avete mendicato: la forma non cangia la sostanza: o breve o concordato, voi supplicaste umilmente per ottenerlo; anzi mi ricordo che nel preambolo di detto breve Sua Santità diceva che vi accordava questo favore, avuto riguardo alle supplicazioni vostre ed alla speranza che gli avevate data di prossimi ravvedimenti. Il papa non accorda favori che non siano umilmente supplicati ed a caro prezzo retribuiti.

Parliamoci schiettamente, signori ministri. L'indipendenza nazionale e la libertà della coscienza non vanno d'accordo cogli inviati a Roma, con le supplicazioni al papa, coi concordati o coi brevi per dettar nuove leggi o per riformare le antiche.

Alzate la fronte se liberi siete, e dite a Roma che liberi volete essere; ma voi dinanzi a Roma vi coprite il capo di cenere e la fronte non sapete alzarla che contro la patria vostra.

Col solito lusinghiero stile ci vien detto che questi pochi articoli sono un'iniziazione a cose maggiori; e ci vengono dati come un'arra della generale riforma sin qui attesa invano.

Queste cose sono cinque anni che le sentiamo a ripetere, e non si effettuano mai. E non si creda che una compiuta riforma sia gigantesca opera: io dichiaro che un dotto giuriconsulto versato in questa materia in due mesi può compiere facilmente questo lavoro. Ma finchè s'incaricano Commissioni non si farà mai nulla; perchè delle Commissioni abbiamo bisogno di vita soltanto dal bilancio.

Quello che manca non è il mezzo di riformare, è la volontà delle riforme. Le vecchie tradizioni a certi moderni liberali convengono più che i nuovi ordinamenti. In ciò sta tutto il segreto.

Io ho sempre osservato questo, che quando dai deputati si propone qualche speciale articolo di riforma, i ministri dicono non potersi accogliere perchè si aspetta un generale ordinamento; poi quando il generale ordinamento si aspetta, allora si getta alla Camera qualche articolo speciale perchè si dimentichi il generale ordinamento. (*Segni di approvazione ed ilarità*)

Infatti voi ci prometteste, o ministri, un generale ordinamento di leggi ecclesiastiche e ce ne gettaste un brano nella *Legge Siccardi* la quale si conchiuse con un'ironia; voi ci prometteste una generale riforma della guardia nazionale e non ci avete dato che qualche povero articolo quasi per elemosina; voi ci prometteste una nuova legge comunale tanto aspettata, desiderata tanto, e non ci avete dato che qualche paragrafo di polizia rurale. Voi ci prometteste compiuta riforma dei Codici ed ora pretendete di acquietarci con quindici articoli che poco tolgono, nulla aggiungono, e sono, non un saggio di riforma, ma un primo atto di parodia riformatrice. Ed io torno a chiedere se questo sia procedere per

retta via, se sia avere il coraggio delle proprie opinioni, se sia rispettare lo Statuto, se sia proteggere la giustizia, se sia assicurare la libertà.

Voterò io contro questa larva di riforme? No, se consentite ad emendarle rettamente: sì, se vi ostinate a mantenerle nella loro imperfetta redazione.

Il paese è stanco delle vostre delusioni; quindi in cospetto alla nazione velli ricordarvi le vostre promesse e chiamarvi a mantenerle. L'avrò io fatto invano? Sovvengavi che le rassegnazioni non sono eterne e che eterne soltanto sono la verità e la giustizia. (*Segni di approvazione dalle gallerie*)

PRESIDENTE. Il deputato Despigne ha facoltà di parlare.

DESPIGNE. Lorsque la loi qui nous occupe a été examinée dans les bureaux, j'ai soumis à celui, dont je faisais partie, diverses considérations qui me faisaient désirer que le ministre la retirât lui-même, et je proposai en conséquence la question préjudicielle. Cette opinion n'a pas prévalu.

L'étude plus approfondie, que j'ai faite dès lors de ce projet, le rapport de la Commission bien plus explicite que l'exposé ministériel, m'en ont toutefois de plus en plus démontré les inconvénients.

Ces inconvénients vous ont déjà été signalés en grande partie par mes amis MM. les députés De Viry et De Costa, tant sous le rapport constitutionnel, que sous le rapport moral et religieux; mais puisque la parole m'est accordée, j'en profiterai pour y ajouter quelques courtes observations.

Le projet dont il s'agit se compose, messieurs, de trois parties très-distinctes: 1° l'article 1^{er} concerne les attaques contre la religion; 2° les articles 2 à 11 se rapportent spécialement aux ministres des cultes; 3° l'article 12 supprime l'exposition et l'amende.

Quant à cette troisième partie, elle me paraît tout à fait hors de place; car les peines qu'elle supprime n'ont aucune connexion avec les délits prévus dans les autres articles. La relation de la Commission l'a elle-même reconnu; et si la majorité a accepté de ne pas en faire une loi spéciale, ce n'est que par le motif qu'elle a regardé cette loi comme transitoire et afin de ne pas trop multiplier le nombre des lois. D'ailleurs une loi spéciale avait déjà été votée le 18 juin dernier par la Chambre. Portée le 30 juin au Sénat, elle n'a pu y être discutée avant la fin de la Session, mais il n'a dépendu que du Ministère de l'y reproduire. Je crois donc inutile de m'en occuper.

La première partie tend à substituer aux peines portées par les articles 164 et 165 la peine des arrêts et d'une amende. Or les arrêts sont une simple peine de police, la plus douce de toutes, la plus facile à éluder. L'amende s'évite aussi par un certificat d'indigence. C'est donc vouloir substituer des peines presque illusoire à des peines réelles, et dans quel cas, messieurs? D'après le texte même des dits articles. « C'est pour les attaques directes ou indirectes contre la religion de l'Etat, pour les faits destinés à déverser du mépris sur elle, à causer du trouble ou du scandale dans son exercice. »

Je crois une semblable proposition très-imprudente; car si les offenses contre la religion ont une bien autre gravité que les offenses ordinaires, c'est surtout lorsque l'autorité s'affaiblit, lorsque les liens sociaux tendent à se relâcher, lorsque l'intérêt particulier devient le principal mobile, lorsque l'avenir du pays repose essentiellement sur la conservation des principes moraux et religieux.

Je ne m'arrêterai pas, messieurs, à l'assertion émise par l'honorable rapporteur de la Commission, lequel se réjouit

de ce que cette loi approche le plus d'une réforme radicale, soit de l'annulation de toute peine pour manifestations contraires au catholicisme. Cette annulation doit, selon lui, arriver tôt ou tard, et cela, parce que la religion se suffit à elle-même sans avoir besoin de protection politique. Avec une pareille théorie, il est évident que les grands principes sociaux devraient aussi se suffire à eux-mêmes et qu'il faudrait supprimer de nos Codes toutes les lois qui tiennent à l'ordre et à la morale publique.

L'honorable rapporteur dit vrai quand il reconnaît que la religion catholique est immortelle et impérissable, comme son auteur et que les portes de l'enfer ne prévaudront jamais contre elle. Mais lorsque J.-C. a fait cette promesse aux hommes, il ne l'a pas faite pour chaque peuple individuellement. Les Etats sardes pourraient, comme tant d'autres nations, perdre le bienfait de la foi et tomber malheureusement dans la barbarie. Cela n'empêchera pas la religion catholique de subsister toujours et triompher glorieusement ailleurs.

Je ne m'arrêterai pas davantage au tableau qu'il fait de nos lois pénales, lesquelles heurtent, selon lui, avec la raison indomptable des temps, qui font honte à la civilisation actuelle et qui rappellent le fanatisme des temps barbares. Ce tableau effrayant n'est pas vrai pour le cas qui nous occupe; car les articles 164 et 165 laissent au juge la faculté de réduire la peine à 6 jours de prison, à 51 francs d'amende et à 3 mois de confinement, soit de résidence à 1 myr. 1/2 du lieu du délit, et l'exemple de tous les temps prouve assez que le juge incline toujours par instinct à appliquer la peine la moins forte.

Le Ministère cherche, il est vrai, à appuyer sa proposition sur le désir d'empêcher le prosélytisme des cultes tolérés. L'alinéa de l'article 1 définit, dit-il, « la tolérance garantie à ces cultes dissidents, afin qu'ils ne tendent pas à abattre la religion de l'Etat. » Je vois dans cet alinéa un résultat tout contraire, d'après l'explication qu'en a donnée l'honorable rapporteur de la Commission, puisque, selon ce dernier, « les ministres des cultes dissidents pourront dans leurs prédications attaquer et disputer librement sur toute matière qui s'y rattache. »

Or l'alinéa ne dit nullement que ces prédications auront lieu uniquement dans les temples destinés à ces cultes. Rien n'empêchera donc les ministres dissidents de chercher à répandre leurs doctrines dans des lieux publics, jusque sur les places et marchés; l'alinéa, leur assurant l'impunité, ne fera donc qu'organiser la propagande légale, au lieu de la prévenir, et produire ainsi un effet entièrement opposé à celui annoncé par le ministre.

Le ministre dit encore vouloir mettre en harmonie les dispositions de la loi du 26 mars 1848 sur la presse avec les articles 164 et 165 du Code pénal. Mais alors pourquoi ne pas modifier la pénalité de la première au lieu d'atténuer celle de la seconde? L'atténuation de la peine n'est-elle pas dans ce cas une véritable promesse d'impunité?

Personne ne disconvient que les attaques contre la religion ne soient aussi graves que les attaques contre la personne du Roi, contre la famille royale, contre les membres du Parlement, contre les particuliers. Or pourquoi ne pas assimiler la peine à celle portée par l'article 200 du Code pénal, et par les articles 19, 21, 27, 28 de la loi sur la presse, ou, tout au moins, pourquoi ne pas proposer dans ces derniers cas la même atténuation de peine?

Par tous ces motifs, je conclus que l'article 1^{er} de la loi est imprudent dans son but, inutile dans ses effets et dangereux par ses conséquences et par la promesse d'impunité

qu'il contient implicitement pour les attaques contre la religion de l'Etat.

J'en viens maintenant à la seconde partie du projet, qui est la principale, celle que le législateur a, selon moi, voulu spécialement contempler les dispositions contre les ministres du culte catholique.

Je dis du culte catholique, parce que, si le législateur y a compris les cultes tolérés, il est évident que le premier seul l'a préoccupé. Il suffit, en effet, d'observer que les ministres des cultes dissidents se bornent d'ordinaire à la simple lecture des livres relatifs à ces cultes, tandis que les prêtres catholiques prêchent généralement d'improvisation et sont appelés à aborder tous les points qui touchent au dogme et à la morale; que les cérémonies catholiques sont de toutes les heures et de tous les instants, tandis que les autres n'ont lieu que rarement à jours et heures déterminés.

Il suffit encore de comparer le chiffre officiel de la population respective. Sur 4,918,855 habitants, 4,889,015 sont catholiques, 22,962 dissidents et 6878 israélites, c'est-à-dire que la population non catholique forme à peine 1/200 de la population totale du royaume, et qu'elle ne compte pas en totalité plus de 40 à 50 ministres contre 6 à 7000 prêtres catholiques. On peut donc dire avec vérité que le mot religion de l'Etat est ici dans sa rigoureuse acception. C'est la religion de tout le monde, c'est la religion du pays entier et non pas seulement d'une fraction. En reconnaissant dans le Statut ce fait immense, comme il l'avait déjà reconnu dans le Code civil et dans le Code pénal, Charles Albert n'a entendu faire autre chose que reconnaître une loi existant dans le pays avant toutes les autres, car c'est le catholicisme qui a bercé la monarchie de Savoie, qui l'a élevée, qui l'a éclairée, qui l'a civilisée, qui l'a entourée de gloire, de respect et d'amour. Le catholicisme est la plus ancienne, la plus générale, la plus morale, la plus rationnelle des lois du pays. Un pays entièrement catholique ne pourrait abandonner cette loi sans s'abjurer lui-même.

L'exposé ministériel suppose « que les prêtres peuvent abuser de leur position au détriment de la société civile, en censurant les institutions et les lois de l'Etat, en excitant à la désobéissance et à la révolte, en agitant les masses par des prédications fanatiques, par des écrits séditieux qui tendent à fausser leur esprit. »

Pour les en empêcher, l'article 2 porte un emprisonnement de 2 à 3 ans à l'occasion d'un discours contenant une censure des institutions et lois de l'Etat, avec extension de 6 mois à trois ans si la censure a été faite par écrits, instructions ou autres documents, outre une amende qui peut s'élever à 2000 francs.

L'article 3 porte le minimum de l'emprisonnement à 3 ans s'il y a provocation ou désobéissance aux lois de l'Etat ou autres actes de l'autorité publique.

L'article 4 exclut comme moyen d'excuse l'impunité de l'impression antérieure du discours ou de l'écrit, ou l'ordre du supérieur, que celui-ci réside dans l'Etat ou à l'étranger.

Enfin l'article 5 assujettit à un emprisonnement de 6 mois et à une amende de 500 francs toute publication relative au culte, sans l'assentiment du Gouvernement.

Messieurs, le seul énoncé de ces dispositions en fait voir la dangereuse portée. Avec l'élasticité des mots censure, actes de l'autorité publique, il sera facile d'inquiéter le clergé à chaque instant. Ces mots sont pour tous ses ennemis une invitation, une excitation à le tenir constamment sous la menace de la prison et de l'amende.

La parole fuit et ne laisse aucune trace permanente qui puisse servir de contrôle à l'accusation, soit au corps du délit. Or, dans la plupart des paroisses on ne peut se dissimuler qu'il n'existe quelques personnes plus ou moins hostiles au catholicisme. Deux ou trois individus pourront facilement et impunément y livrer au fisc le prêtre le plus innocent. Le sens et la portée d'une proposition se déduisent du discours tout entier. L'intonation, le geste, les paroles qui précèdent et qui suivent peuvent en changer totalement la signification.

Comment le juge pourra-t-il apprécier un pareil délit en conscience et en parfaite connaissance de cause? Si le prêtre prêche contre l'inconduite, on y signalera une offense à la liberté individuelle; s'il prêche contre les mauvaises lectures, on y verra un délit contre la liberté de la presse; s'il prêche contre l'hérésie, les protestants se diront outragés et l'accuseront de diffamation et d'injure; s'il prêche l'obéissance au chef de l'Eglise, le Gouvernement y trouvera une offense personnelle.

Le tribunal provincial, souvent composé de 3 ou 4 jeunes gens lesquels peuvent même appartenir à des cultes dissidents, sera appelé à interpréter des encycliques et des pastorales; le prêtre accusé n'aura aucun moyen de se défendre, parce que mille témoignages négatifs ne pourront détruire deux affirmatifs. Toute la population pourra bien affirmer qu'elle n'a pas entendu les paroles attribuées au curé; elle ne pourra détruire l'affirmation de deux personnes qui certifieront les avoir ouï prononcer.

En admettant même, comme je l'espère, que le plus souvent la sagesse des tribunaux saura faire justice des dénonciations mal fondées, les tracasseries auxquelles seront exposés les prêtres ne seront-elles pas pour eux une cause de déconsidération qui naira essentiellement à leur saint ministère?

J'avoue, MM., que je suis effrayé de toutes les conséquences qui pourront résulter des dispositions de cette loi. Elle tend à détruire la liberté catholique, car tout ce que la loi commandera sera nécessairement bien; tout ce qu'elle défendra, nécessairement mal. Elle tend à établir la persécution religieuse, car la censure même orale sera punie; un écrit auparavant jugé innocent sera déclaré criminel. Le prêtre qui aura fait son devoir en obéissant pour des choses spirituelles à son évêque, l'évêque qui aura fait son devoir en obéissant à l'Eglise et à son chef suprême, ne pourront pas même alléguer la raison de la conscience et du devoir. Comment d'ailleurs, le curé qui recevra une pastorale, une disposition quelconque de son supérieur ecclésiastique pourra-t-il savoir si le Gouvernement a donné ou refusé son adhésion?

L'honorable rapporteur de la Commission ne s'est pas dissimulé les inconvénients que je viens de signaler. Mais il s'est torturé l'esprit pour essayer de prouver que cette disposition exceptionnelle ne contient aucune odiosité contre les membres du clergé, par la raison qu'elle ne les frappe que dans l'exercice de leurs fonctions et non comme citoyens; qu'elle n'est pas une loi de suspects, puisque c'est une disposition analogue à celle portée contre les fonctionnaires publics qui abusent de leurs fonctions; qu'elle est conforme au Code français où l'on a considéré que les prêtres consacrés par un autre pouvoir ne peuvent être compris parmi les fonctionnaires publics; que, loin d'exposer les prêtres à être opprimés et sous l'accusation incessante de leurs persécuteurs, un délit bien défini diminuera les causes de procès; que l'article 4 n'a pour objet que de provoquer la désobéis-

sance envers un supérieur quand celui-ci n'est pas digne d'être obéi; que l'article 5 est destiné à maintenir inviolables les prérogatives du pouvoir civil, tant pour la célébration des rites publics, que pour les mesures sur les biens destinés au service du culte et pour celles sur l'existence des familles; qu'enfin les circonstances intérieures du pays démontrent l'opportunité de la loi.

Tout cet étalage de motifs, messieurs, en prouve l'insuffisance et démontre, d'une manière bien plus explicite que l'exposé du Gouvernement est l'arme dangereuse que l'on aiguisé contre le clergé catholique. On a d'ailleurs toujours tort de vouloir assimiler sous ce rapport notre législation à la législation française; car en France il n'y a pas de religion d'Etat. La loi, n'accordant que la tolérance à tous les cultes, peut s'arroger sur chacun un droit de contrôle, tandis que chez nous le Statut, le Code civil, le Code pénal ont tous consacré la religion catholique, apostolique et romaine, religion de l'Etat, et il n'est pas permis au législateur de fouler aux pieds cet article fondamental de notre droit public.

Ce projet, messieurs, est un triste corollaire de cette circulaire fâcheuse du 27 octobre dans laquelle monsieur le ministre de l'intérieur, sur la supposition gratuite « que les pasteurs des âmes se laissent souvent entraîner par des passions de parti, excitent les esprits, soit par des allusions imprudentes et mal voilées, soit par des attaques directes et violentes contre les institutions qui nous régissent, » charge les syndics « de remarquer leurs paroles, de constater les faits, de rendre compte au Ministère public de tout ce qui peut autoriser une poursuite et même d'ordonner leur arrestation. »

Le rapport du Ministère et celui de la Commission prouvent clairement que le pouvoir, préoccupé d'injustes préventions, se rend un compte très-inexact de la conduite du clergé catholique.

Cependant, messieurs, sur quoi peut-on fonder de semblables préventions? Les événements qui viennent de se passer dans quelques unes de nos provinces, malgré les allégations contraires, n'ont-ils pas pleinement justifié le corps du clergé? Si quelques imprudences ont pu faire planer contre un très-petit nombre d'ecclésiastiques des soupçons qui jusqu'ici ne se sont cependant pas réalisés et qui ne seraient, après tout, qu'un acte inhérent à la nature humaine, qu'un fait isolé et individuel, n'a-t-il pas été complètement démontré que, loin de mériter le nom de faction opposée à nos institutions, comme on veut l'insinuer, c'est à l'influence bienveillante du clergé et surtout du haut clergé que le pays doit d'avoir échappé à de plus grands malheurs? La conduite pleine de dévouement de l'évêque d'Aoste, la circulaire de l'évêque de Saluces, la protestation collective des évêques des provinces du Piémont et de la Ligurie ne sont-elles pas là pour donner un démenti éclatant à de semblables insinuations? Tous n'ont-ils pas constamment rappelé aux fidèles le précepte de l'Evangile, de rendre à César ce qui est à César, et à Dieu ce qui est à Dieu?

Je crois avoir abondamment prouvé que la loi qui nous est soumise est dangereuse. Je dis encore qu'elle est souverainement inopportune. Messieurs, tout le pays a entendu avec bonheur dans le discours du trône la volonté qui y est manifestée « d'accroître et non de diminuer l'affection et le respect des peuples pour la religion de nos ayeux et de rendre plus efficace, au lieu de l'affaiblir, sa salutaire influence. » Il a vu dans ces expressions un accord entre le pouvoir temporel et spirituel, accord après lequel soupirent nuit et jour plus de quatre millions et demi de nationaux pour le repos de leur conscience.

Si l'allocution pontificale du 19 décembre est venue atténuer ces espérances et faire craindre que cet accord ne soit pas encore réalisé, le projet de loi en question a donné à ces craintes un nouveau fondement, surtout lorsque les journaux amis du pouvoir ont fait pressentir qu'il était la réponse à l'allocution du Saint-Père.

J'aime à croire que ces journaux ont été mal informés; mais chacun de vous conviendra que le moment a été choisi de manière à donner créance à cette opinion.

Lorsque l'auteur du projet de loi que nous discutons, l'honorable monsieur Rattazzi, alors ministre de l'intérieur, présenta, le 16 mars 1849, cette autre loi qui frappait aussi de suspicion les discours et les actes relatifs à la guerre, il s'agissait alors, messieurs, d'un intérêt bien autrement brûlant, puisque l'ennemi était à nos portes.

Cette loi n'offrait pas, d'ailleurs, come celle-ci, l'odieuse de contempler une seule classe de citoyens. Elle était seulement temporaire, puisque son effet devait se limiter à 45 jours. Vous savez cependant avec quelle force de logique et de raisonnement elle fut combattue dans cette enceinte par toutes les opinions.

Celui de nos collègues qui occupe le fauteuil présidentiel, l'honorable monsieur Bon-Compagni, stygmatisa avec son éloquence ordinaire la facilité malheureuse avec laquelle, sous le prétexte spécieux de *sûreté de l'Etat*, les Gouvernements comme les partis peuvent compromettre la liberté des citoyens. « *Sicurezza dello Stato* (dit-il) è parola di cui pur troppo si è abusato da tutte le fazioni e da molti Governi contro la libertà dei cittadini; è parola troppo larga e di troppo indeterminata significazione. »

L'honorable monsieur Rattazzi ne put lui-même justifier la loi autrement que sur *la nécessité*, et ce fut ce motif seul qui la fit accepter par la Chambre.

Mais dans le cas qui nous occupe on ne saurait alléguer rien de semblable. Au lieu donc de provoquer les passions contre le clergé catholique, le pouvoir devrait, en s'appliquant le texte même du discours du trône, chercher, au contraire, à accroître l'affection pour la religion et ses ministres; car c'est par leur concours qu'il pourra obtenir le maintien des saines doctrines et des bonnes mœurs, et non par les publications perverses qui se répandent chez le peuple avec une désolante fécondité.

Pour vous prouver, messieurs, en finissant, que je ne fais pas ici une vaine déclamation quand je déplore la diffusion de ces publications délétères, permettez moi de vous signaler un fait que j'ai vu se reproduire sous mes yeux en décembre dernier lorsque je suis allé chez moi pour y prendre part à la lutte électorale.

Des ballots entiers étaient apportés ouverts et livrés gratuitement au public dans les cafés; ils ne contenaient que deux ouvrages dont les exemplaires ci-joints ont été extraits: *l'Histoire des paysans de France* et *l'Almanach du progrès de 1854*. Il me suffirait de vous en lire quelques lignes pour, vous faire voir que l'un et l'autre ne respirent que haine contre l'autorité, haine contre la monarchie, haine contre le clergé, haine contre la noblesse, haine contre la bourgeoisie et qu'ils n'ont d'autre but que de soulever le peuple contre toute la hiérarchie sociale.

Eh bien! sur l'observation qui en a été faite à la police locale, celle-ci a répondu *qu'on était sous le régime de la liberté et qu'elle n'avait pas de moyens d'empêcher cette diffusion des mauvais livres*.

Au moment où je montais en voiture à Chambéry un homme était là avec un paquet des mêmes livres sous le bras, les of-

frant *gratis* aux voyageurs pour leur aider, disait-il, à passer le temps, c'est-à-dire pour les rendre les instruments de transport de ces dangereuses publications. Or je vous le demande, messieurs, l'autorité publique ne ferait-elle pas cent fois mieux, dans l'intérêt de la société et de la morale, de nous demander les moyens de prévenir ces maux réels, que de chercher à combattre des maux imaginaires?

N'a-t-elle pas à craindre d'avoir à s'appliquer plus tard le reproche que se faisait un grand citoyen des temps modernes et qu'elle n'ait à demander pardon à Dieu et aux hommes du mal qu'elle aurait dû empêcher?

Par toutes les considérations qui précèdent, je pense, messieurs, que le meilleur parti est de ne rien innover dans le Code pénal pour la question qui nous occupe; que la loi projetée est *inutile*; qu'elle est, en outre, *dangereuse* et *inopportune*; et qu'ayant le courage de la retirer lui-même, monsieur le ministre fera acte de prudence et de sagesse, et prouvera qu'il veut réellement suivre la ligne que le pouvoir s'est tracée dans le discours de la Couronne.

PRESIDENTE. Il deputato Bon-Compagni ha facoltà di parlare.

BON-COMPAGNI. Ho creduto di dover prendere la parola in questa discussione, perchè il presente progetto di legge si connette colla promessa che io faceva in questa Assemblea allorchè teneva i sigilli dello Stato. Nella seduta del 25 gennaio dell'anno scorso, io assumeva l'impegno di proporre, al più tardi sul finire della prossima Sessione, un progetto di legge che tendesse a modificare il Codice penale nella parte della quale era più urgente la riforma. Mi rincresce veramente che il signor ministro non abbia potuto presentarvi il complesso di queste riforme; io dico che mi rincresce, tuttavia non mi associo in alcun modo ai rimproveri che gli si sono fatti; anzi l'esperienza che ho dovuto fare delle difficoltà dell'impresa, delle molte e molte obiezioni che si potevano suscitare allorchando si entrasse nel complesso dei principii dei quali il Codice s'informa e forse pur anche in quella parte alla quale portare rimedio è più urgente, mi hanno mostrato di quali difficoltà è circondato il complesso delle riforme che io aveva promesso alla Camera. Io riconoscevo, come fu già osservato nei discorsi fatti dai preopinanti, in qual guisa i lavori delle Commissioni spesse volte rendano più lunga, più difficile l'opera di chi si accinge alla riforma delle leggi, m'indirizzava perciò e nella magistratura e nel foro ad alcune delle persone che, e per esperienza e per dottrina e per profonda affezione alle nostre istituzioni, mi davano la guarentigia di riuscire in quest'opera. Io vi confesso che trovai tanti dispareri nelle opinioni, tante difficoltà nelle proposizioni che mi venivano fatte, che non so veramente a qual partito mi sarei appigliato se fossi stato ancora nel luogo che ora occupa il signor guardasigilli. Forse io mi sarei risolto, per non venir meno alla promessa fatta alla Camera, di presentare questi lavori alla condizione in cui si trovavano, ma non avrei avuto forse la certezza, non avrei avuto forse gran fiducia che da questa discussione ne uscisse la riforma desiderata.

Non voglio dirvi con ciò che sia cosa impossibile, che sia poi così da esagerarsi la difficoltà della riforma dei nostri Codici.

No, signori, ed io confido che l'attuale guardasigilli, valente giureconsulto come egli è, saprà meglio che altri condurla a termine con tutta quella sollecitudine che è richiesta dalla gravità della cosa. Che egli poi, il quale non è molto tempo venne assunto alla carica che occupa; che egli, il quale era nuovo allo studio dei nuovi progetti che si erano fatti, non siasi risolto a presentarveli, non è per me un argo-

mento nè di accusa nè di meraviglia; non ci vedo nulla più che ciò che sarebbe probabilmente avvenuto a chiunque tenesse le veci sue, a chiunque, dico, senza pure eccettuare coloro che più vivamente impugnano l'opera sua.

Io mi limiterò adunque a discutere non su ciò che egli ha ommesso, ma su ciò che egli ha fatto, e restringerò la mia discussione sulle due parti alle quali si rimase quasi interamente la discussione fatta finora, cioè sull'articolo primo che riguarda le riforme degli articoli 164 e 165 del Codice penale, e sui cinque successivi articoli che riguardano i reati che possono commettersi dai ministri del culto nell'esercizio delle loro funzioni. Siccome sono queste le parti della legge le quali danno più facile incitamento alle ire di parte, io procurerò in questa discussione di rimuovere tutto ciò che possa suscitare le passioni politiche.

Si fece in prima l'obbiezione all'articolo primo, perchè sia mitigata la pena portata dagli articoli 164 e 165 del Codice civile, e che non sia mantenuta la sostanza di quelle disposizioni. Ed io qui confesserò schiettamente che, se noi dovessimo istituire la discussione su questi articoli; se essi ci fossero presentati di nuovo, io mi ci opporrei risolutamente.

Mi opporrei soprattutto all'articolo 165, siccome quello che è concepito in termini tali per cui facilmente si potrebbero muovere delle accuse le quali distruggerebbero, non pure ogni libertà di coscienza, ma ogni libertà individuale. Io non ammetterei nè che si faccia un titolo d'accusa penale d'ogni fatto che sia di natura da offendere la religione, siccome cosa che ci porterebbe ad entrare nella vita intima d'ogni cittadino, e le sue opinioni, ed il suo aderire o non aderire a questa od a quella opinione, il suo compiere o non compiere questo o quel dovere di religione; io non ammetterei quella frase di eccitarne il disprezzo, siccome quella che, nella vaga determinazione della parola, lascierebbe luogo a troppo molesta inquisizione dei discorsi tenuti, dei fatti compiuti nei penetrali domestici, nè quella che *arrechì scandalo*, siccome quella che lascierebbe confondere il significato dello scandalo preso nel senso religioso colla perturbazione dell'ordine pubblico.

Allorquando veniva in discussione in questa Camera la legge sulla riforma del Codice penale, io diceva:

« Affinchè poi non vi sia incertezza circa l'intendimento del Ministero su questo punto; affinchè non si esagerino o le diffidenze o le speranze, io reputo opportuno dare sin d'ora un rapido cenno dello spirito con cui, a parer mio, si dovrà procedere in cosiffatta riforma nella parte che concerne ai reati contro la religione.

« A tal uopo io stimo che sia mestieri definire più esattamente i fatti criminosi, emendare le espressioni che possono fornire qualche appiglio alla persecuzione, e moderare le pene in guisa che l'applicazione loro non rifugga dai sentimenti di una nazione veramente e sinceramente libera. »

Ma dobbiamo noi dire per ciò che, stando gli articoli quali essi sono, ci sia veramente il pericolo di quella interpretazione a cui io accennava? No, o signori, perchè sopra il testo letterale della legge sta lo spirito dell'equità e della giustizia, sta lo spirito di liberalità che informa tutte le nostre istituzioni, sta il dovere che ha il Governo, ed a questo dovere non verrà certamente meno, d'indirizzare cioè i magistrati con tutti i mezzi che sono della sua competenza, affinchè l'interpretazione di queste leggi non travii ad applicazioni odiose. E per farvi vedere come l'interpretazione possa in gran parte scansare questi sconci, io ricorderò le norme che dava il Ministero e che io faceva conoscere alla Camera.

Non leggerò tutta l'istruzione che io allora comunicava, ma

la parte che più immediatamente si riferisce all'interpretazione della legge.

« Importa per mente alla sana interpretazione da darsi agli articoli 164 e 165 del Codice penale.

« Nè l'uno nè l'altro di questi due articoli punisce la professione di una dottrina opposta a quella della religione dello Stato.

« L'articolo 164 non punisce che i pubblici insegnamenti, la pubblicazione e lo spaccio di scritti e di libri (Codice penale, articolo 164). Indi è che i discorsi tenuti anche in luogo pubblico, quando abbiano aspetto di conversazione privata e non contengano un *insegnamento* propriamente detto, non cadono sotto il disposto di questo articolo. Con somma avvertenza è poi da procedere nell'applicazione dell'articolo 165.

« Certo che la legge, nell'accennare ai fatti che *offendono la religione*, non può qualificare di reato ogni azione contraria ai precetti di essa.

« Nell'accennare ai fatti che *arrechino scandalo*, non può sottoporre a pena lo scandalo inteso nella significazione strettamente religiosa. L'azione della legge penale non debbe esercitarsi quando non sia turbato l'ordine pubblico. Nei delitti contro la religione questa condizione non ha luogo se non quando sia stato pubblicamente commesso uno di quegli oltraggi contro la religione che non possono a meno di offendere la coscienza di tutti gli uomini onesti, qualunque siano le loro credenze. »

Io confido, anzi sono sicuro che l'attuale guardasigilli non si sarà dipartito da questi indirizzi, e li avrà inculcati alla parte della magistratura che dipende immediatamente dalla sua azione. Che se mai questi indirizzi (locchè per nessun modo non sospetto che possa essere) non sono stati dopo o non sono al presente seguiti; se mai venissero fuori giudizi per cui la legge si applicasse, non secondo la interpretazione che suggerisce la giustizia, la equità, la libertà, ma secondo lo stretto rigore della parola, allora sarebbe il caso in cui il Governo ed il Parlamento sarebbero nello stretto obbligo di rimediarsi per mezzo di una interpretazione legislativa. Perciò io credo che la disposizione degli articoli 164 e 165, moderati quali sono nell'applicazione delle pene per mezzo dell'attuale progetto, al che non poteva supplire l'interpretazione giuridica, se non sono quali si proporrebbero nel miglior Codice penale, non sono neanche tali da dover soffrire nella pratica quegli inconvenienti che li rendono assolutamente intollerabili.

Nè aderirei alla sentenza di coloro i quali proporrebbero fin d'ora l'assoluta abrogazione di questa disposizione: non che io creda che le leggi che puniscono le predicazioni contrarie alla ortodossia religiosa debbano riguardarsi come parte essenziale delle leggi di un popolo, il quale nel frontispizio dello Statuto che consacra le sue libertà politiche si professa cattolico. Io non credo che l'applicazione delle pene temporali ai reati contro la religione sia una conseguenza dei precetti cristiani informati da spirito di mitezza e di benignità; credo che sia una conseguenza della fede cattolica, la quale concorda nel credere ciò che fu sempre, ciò che fu dappertutto, ciò che fu da tutti mantenuto, mentre vediamo che la religione cattolica fiorì fra i popoli che larghissimamente mantenevano ogni maniera di libere discussioni senza porvi alcuna limitazione nelle materie di religione. Non credo che sia una necessaria conseguenza della disposizione inscritta nell'articolo primo del nostro Statuto, perchè allorquando professò che lo Stato è cattolico, non professò di voler perseguitare chi tale non sia, ma professò che assicurerà i mezzi

per cui sia mantenuto il culto cattolico; professò che niun altro culto sarà celebrato nelle pubbliche solennità; che niun altro dogma sarà insegnato nella istruzione che a suo nome si comparte. (*Segni di assenso*)

Ma altro argomento mi muove a ripugnare da questa immediata cancellazione degli articoli 164 e 165, sebbene essa, quando si facesse, condurrebbe, io ne convengo, una maggior teoretica perfezione nei nostri Codici: e questo argomento è la profonda modificazione che si porterebbe nella nostra legge della stampa. Infatti l'articolo 16 di questa legge, il quale si riferisce appunto ai reati contro la religione, conferma le disposizioni degli articoli 164 e 165 del Codice penale, e stabilisce una pena contro chi si rende reo di questi fatti con uno dei mezzi indicati nell'articolo 1 di questa legge, cioè per mezzo della stampa.

Ebbene, o signori, io non ho mai creduto che le nostre leggi organiche fossero le più perfette che si potessero fare, tuttavia non dubito di asserire che questa nazione, che questo Parlamento, che questa Camera non abbiano mai dato così solenne esempio di sapienza civile come allorquando tra le varie agitazioni dei tempi che abbiamo percorsi dopo la promulgazione del nostro Statuto, tutte le parti si astennero dal proporre una modificazione qualunque in quelle leggi organiche le quali stabiliscono l'attuazione dei principii dallo Statuto proclamati. E questo è un elogio nel quale io posso tanto più abbondare, inquantochè più largamente si riferisce a quella parte della Camera la quale fece opposizione al Governo, anzichè a quella che lo spalleggia, ed alla quale mi onoro di avere appartenuto. Io mi opporrei inoltre all'abolizione di quegli articoli, perchè io temerei, siccome lo accennava già nella discussione dell'anno scorso, io temerei che le passioni politiche trovassero un nuovo concitamento dalle passioni religiose; io mi opporrei a questa innovazione, perchè non credo che sia un gran progresso degli spiriti d'impigliarsi di soverchio nelle questioni religiose; io mi opporrei a questa innovazione perchè non credo che il Governo, impegnato come egli è in un'opera alla quale io lo conforto grandemente, quella cioè di riformare, non la condizione della religione, non la condizione sostanziale della Chiesa, ma le condizioni politiche secondo le quali la Chiesa esiste nel nostro Stato, e perchè io temerei che il Governo vedesse moltiplicarsi di troppo gli ostacoli; perciò, io lo ripeto, mi oppongo all'abolizione di questi articoli, quantunque nel concetto teorico, e come uomo perfettamente desideroso di mantenere i principii cattolici, e come uomo affezionato ad ogni maniera di libertà, io creda che l'autorità morale della religione della Chiesa non abbia altro migliore appoggio, che quello che procede dalla virtù del vero, fatto palese nella libera discussione.

Dopo essermi così spedito delle questioni che riguardano l'articolo 1, passerò a quelle che riguardano l'articolo 2, quello in cui sta il nerbo di questa seconda parte della legge. Infatti egli riguarda la censura delle istituzioni e delle leggi dello Stato.

Riguardando a questa definizione, egli è impossibile non ravvisare che questo articolo concerne un fatto che è speciale ai ministri del culto, che non può appartenere ad altri che a loro.

Diffatti, in virtù delle istituzioni che lo reggono, la censura delle leggi dello Stato, purchè non oltrepassi i limiti di quel rispetto che si deve allorquando si tratta di legge rivestita di una definitiva sanzione, la censura, la discussione delle leggi dello Stato è di diritto comune dei cittadini; anzi è di diritto comune la censura degli ordini fondamentali, sino a tanto che

questa censura non contenga l'adesione ad un'altra forma di Governo. Ma queste censure a quali condizioni sono permesse? Alla condizione che dopo l'obbiezione possa venire la risposta che l'obbiezione in conseguenza, non sia fatta da coloro i quali parlano, non per suscitare una discussione, ma per farsi organici di un'autorità divina, che non sia fatta in quei luoghi i quali non si dà luogo alla discussione, ma si prescrive la docilità del discepolo. In censure così fatte non ci entrerebbe il legittimo uso della libertà, ma ci entrerebbero insidie che si tenterebbero contro le patrie istituzioni, contro le patrie leggi, e queste insidie io vi domando colla mano sulla coscienza (*Con forza*) se vi è alcuno di noi che possa patrocinarle dopo il giuramento che tutti abbiamo prestato nell'entrare in questo recinto! (*Segni di approvazione*)

Io credo che l'articolo 3 non possa dar luogo a discussioni alcuna; infatti, per quanta attenzione abbia prestato, non parmi che la censura di alcun oratore siasi mossa contro medesimo.

Diffatti trattasi qui di provocazione alla disobbedienza alle leggi dello Stato, e si statuisce che, ove la provocazione sia susseguita da sedizione o rivolta, l'autore di essa sarà considerato e punito come complice.

Signori, queste non sono che evidenti applicazioni dei principii generali di diritto, nè di certo alcuno, nell'intento di patrocinar la causa della Chiesa e dei suoi ministri, potrebbe asserire che essi debbono avere il privilegio di poter impunemente dai sacri pergami o provocare alla disobbedienza delle leggi dello Stato, od essere complici delle sedizioni, senza che il Governo possa prendere alcuno dei provvedimenti che il caso richiede. (*Bravo!*)

Noi abbiamo delle massime le quali hanno autorità di legge e sono confermate dalle disposizioni del titolo preliminare del Codice civile, secondo il quale i provvedimenti ecclesiastici che vengono da fuori dello Stato hanno d'uopo d'essere riconosciuti dalle podestà dello Stato, salvo alcune eccezioni, quali da queste stesse massime sono determinate.

Lascieremo noi in arbitrio dei ministri dei culti il dare o l'esecuzione a queste massime? Ma allora, o signori, farei varrebbe dire che noi rinunziamo a tutte le tradizioni dei nostri maggiori.

Anch'io preferirei un sistema di più larga libertà, con per gli altri, così per la Chiesa, ma non stimerei ora nè i tempi nè la disposizione degli spiriti opportuna per introdurre quell'assoluta libertà che nessuno potrebbe accettare, senza che ne venissero gravi sconci, non solo al Governo ma a quelli i quali favore la si potesse invocare.

Ma si dirà: come si introduce oggi una disposizione che nei tempi addietro, nei quali si era pur gelosi assai di queste prerogative, non fu mai sognata: e perchè, signori? Perchè i Governi liberi debbono domandare qualche cosa di più alle leggi, giacchè nulla possono domandare agli arbitrii. A cui gli antichi provvedevano in alcuni casi con atti e provvedimenti i quali si chiamavano allora economici, e contenevano pur troppo una deplorabile economia di giustizia, noi vogliamo provvedere colle disposizioni d'una legge precisa, e d'una legge ben definita.

Ora io farò ancora una questione generale.

Possiamo noi dire che colla promulgazione di questa legge venga ad essere peggiorata la condizione del clero?

Mi duole che quasi tutti gli oratori i quali entrarono in questo aringo abbiano discorso dei provvedimenti che ci sono proposti come se si trattasse semplicemente di cosa di occasione, come se non si trattasse di principii generali, assoluti e perpetui; chè tale credo sia il carattere che noi dobbiam

dare a questa legge. Or bene, io credo che queste disposizioni di legge non peggiorano le condizioni del clero, se noi le paragoniamo a quelle che sono in vigore in altre contrade, le quali sono rette da leggi simili alle nostre. Simili leggi esistevano in Francia sotto l'impero napoleonico, esistevano sotto la ristorazione borbonica, propensa a favorire il clero cattolico, senza che abbiano allora dato luogo a gravi richiami; esistevano nel Belgio, senza che la rivoluzione del 1830, fatta in gran parte in beneficio della Chiesa cattolica e dei suoi ministri, ne abbia richiamato la revocazione.

Io credo inoltre, siccome già si osservava, che, se voi paragonate questa disposizione con quella dell'articolo 200 del Codice attualmente in vigore, il quale a tutti i fatti i quali qui sono riferiti potrebbe applicare la pena della reclusione, della relegazione, del carcere o del confino, credo, dico, che questa disposizione paragonata con quella stabilisca il regime della legalità invece di quello dell'arbitrio, e che per tal rispetto sia migliore d'assai la condizione del clero.

Nè io mi associerò a coloro che per tale titolo danno un biasimo alla legge, perchè io voglio la libertà non in beneficio di questo o di quell'altro ceto, ma la voglio in beneficio di tutti.

Io dunque mi riassumo: accettando questa legge come un temperamento suggerito dalla condizione dei tempi, come un temperamento il quale provvede a quelle parti alle quali era più urgente il provvedere, io mi vi associo colla speranza che il signor ministro vorrà portare studi solleciti, ed operare con alacrità nella riforma dei nostri Codici penali e di procedura; io mi vi associo dichiarando tuttavia che aderisco al grande principio della libertà di religione, ma che quella libertà non la voglio come una teoria astratta, la quale debba applicarsi senza tener conto della realtà dei fatti, ma come un principio politico il quale, tenendo conto delle condizioni dei tempi e delle opinioni, porti tutti i suoi frutti col progresso del tempo e della ragione umana.

Io mi vi associo dichiarando che, al pari di coloro che si fecero oppositori della seconda parte della legge, io voglio restaurata l'autorità morale della Chiesa cattolica che è un elemento della nostra civiltà; ma io credo questa autorità morale non potersi rimettere in onore, finchè si confonderà con quelle giurisdizioni, con quelle prerogative, con quelle immunità, con quei vantaggi temporali dai quali il secolo ripugna, e coi quali non potranno mai conciliarsi popoli liberi e civili. *(Vivi segni di approvazione)*

PRESIDENTE. La parola spetta al deputato Mongellaz.

Voci. Domani! domani!

Altre voci. Parli! parli!

MONGELLAZ. Messieurs, je viens combattre le projet de loi en discussion, parce que j'ai l'intime conviction que ce projet est mal digéré, inopportun et funeste. Et d'abord dans l'article premier, sous le spécieux prétexte d'harmonier des lois discordantes, de réformer les articles 164 et 165 du Code pénal, on n'a que deux buts bien évidents: le premier d'affaiblir et de restreindre la peine de ceux qui outragent en paroles la religion catholique; le second d'émanciper les cultes religieux simplement tolérés par nos lois, et de leur accorder un exercice public.

Eh bien, messieurs, une petite et évasive exception à l'article premier, dont il s'agit, suffira-t-elle pour nous faire sanctionner une disposition législative au moyen de laquelle l'existence des cultes dissidents ne sera plus seulement tolérée, c'est-à-dire tacite et modeste; mais au contraire sera produite au grand jour par des discussions publiques, par des prédications solennelles, où l'on pourra combattre et criti-

quer la religion catholique, où chacun pourra se rendre, d'abord par curiosité ou par l'attrait de la nouveauté, ensuite attiré par la fougue ou le prestige de quelque orateur en renom et vanté par certains journaux?

Pour nous qui habitons aux portes de Genève où nous sommes accoutumés aux luttes religieuses, où nous sommes témoins des efforts incessants du prosélytisme des ministres protestants, calvinistes, momiers, méthodistes, etc., pour nous un tel spectacle n'aura rien d'étrange et de choquant; mais en sera-t-il de même pour les habitants de cette capitale, presque exclusivement catholiques? C'est à vous, messieurs, à y réfléchir, à prévoir les graves inconvénients qui peuvent résulter d'une semblable innovation. Et si, plus tard, quelques apôtres de Bouddah ou de Mahomet se faisaient naturaliser dans nos Etats, ne pourrions-nous pas assister à des conférences religieuses dans une pagode, dans une mosquée?

Quoiqu'il en soit, messieurs, ce projet de loi, en accordant liberté, protection et publicité aux cultes simplement tolérés par nos lois, ne les place-t-il pas au niveau de la religion de l'Etat? Et ne commet-on pas une erreur volontaire quand on soutient que notre Statut établit la liberté des cultes? Le Statut, tel que l'immortel Charles-Albert nous l'a donné, ne confond point la liberté des cultes avec la liberté de conscience, qui est du domaine privé, libre et intime de chacun.

Mais la liberté de conscience et l'égalité de tous devant la loi ne détruisent aucunement la portée de l'article premier de notre Statut, qui veut que le catholicisme soit la seule religion de l'Etat, par conséquent la seule qui puisse être exercée et enseignée ouvertement et publiquement.

La religion, messieurs, n'est passablement une grande institution de bienfaisance, comme l'a dit monsieur Bon-Compagni, mais c'est encore le seul et vrai lien doctrinal qui existe entre le ciel et la terre, lequel, pressenti par les inspirations des patriarches et des prophètes, fut établi et cimenté par le sang de Jésus-Christ, versé pour le salut des hommes, et qui dès lors a traversé plus de dix-huit siècles sans altération ni changement dans ses dogmes. Or, cette religion catholique étant celle que l'Etat adopte et reconnaît pour orthodoxe et divine, n'est-il pas juste, nécessaire, même très-politique, qu'on la favorise, qu'on en fasse respecter les ministres? Comment donc se peut-il qu'on veuille agir en sens inverse par ce déplorable projet de loi, lequel, sous une apparence de justice et de tolérance, vient fausser l'interprétation du Statut, et sanctionner une exception à nos lois en faveur des cultes dissidents? Bien plus, il organise, par les articles 2, 3, 4 et 5, un véritable système de compression et d'intimidation contre tout le clergé catholique, lequel ne pourra même communiquer avec son chef spirituel sans un placet ministériel! Et je dis le clergé catholique seulement, puisque ce même projet de loi émancipe les autres cultes et leur accorde un exercice libre et public.

Ce n'est pas tout encore. Cette nouvelle loi fait planer d'outrageants soupçons, des suppositions de méfaits et de crimes contre cette classe entière de citoyens que l'article premier du Statut nous porte à honorer comme ministres de la religion de l'Etat, d'une religion dont le Gouvernement lui-même veut augmenter et rendre plus efficace la salutaire influence, d'après la récente et solennelle promesse du discours de la Couronne.

Or, je vous le demande, messieurs, n'est-ce pas une singulière façon de rendre plus grande et plus efficace l'influence d'une religion, que d'humilier, d'avilir, de suspecter outrageusement ses ministres? En effet, d'où proviennent, et qu'est-ce qui justifie tant de soupçons et de craintes manifestés dans

les articles 2 et 3, touchant les abus que le prêtre peut faire de ses augustes fonctions, en particulier de cette chaire évangélique d'où ne descendent que des préceptes de morale et d'union, d'amour et de soumission aux lois divines et humaines ? Pourquoi gratuitement supposer que cette chaire puisse devenir un foyer de blâme et de désobéissance aux lois de l'Etat ? D'où viennent ces suppositions d'une culpabilité étrange, inouïe, inconnue jusqu'à nos jours, et capable d'attirer sur nos prêtres une peine de trois ans de prison et de deux mille livres d'amende ? Qu'on nous cite donc des faits positifs, qu'on nous donne des motifs plausibles à l'appui de cette terrible loi préventive. Et si l'on n'en trouve pas, à quoi bon tant de craintes chimériques, tant d'aventureuses et outrageantes pénalités !

Il faut de deux choses l'une : ou que les ministres retirent ce projet de loi, ou qu'ils nous disent franchement s'ils ont en porte-feuilles de nouvelles lois tellement hostiles au clergé, qu'ils puissent prévoir les excès de son mécontentement futur, comme celles du mariage civil, de l'incamération des biens de l'Eglise, de la suppression des couvents, etc. Hé bien ! même dans cette dernière supposition, rassurez-vous, messieurs les ministres ; consultez les annales ecclésiastiques de dix-huit siècles, elles vous apprendront qu'en tous temps, en tous lieux, les prêtres catholiques, quand ils sont honnis et persécutés, se contentent de gémir, de prier et de souffrir ; on en fait des martyrs, non des conspirateurs ni des révoltés...

Dans l'article second de ce projet de loi on suppose que les ministres de notre sainte religion peuvent se livrer en chaire à des digressions tendant à censurer les lois de l'Etat ! Mais, comprend-on toute l'élasticité de ce mot *censurer* et combien il se prêtera à des trames inquisitoriales et policières pour faire tomber sous les coups de l'amende et de la prison le pasteur le plus pacifique et le plus constitutionnel ? Cette loi exige encore que le prêtre ne sorte en rien de la sphère des choses religieuses, qu'il ne se mêle jamais des intérêts politiques, civils et mondains ! comme s'il n'entraît pas dans le domaine de la morale et de la religion de combattre les mœurs terrestres qui conduisent à l'immoralité, au mépris de la foi, à la perversité du cœur humain.

Du moment qu'une loi permettra d'espionner et d'accuser sans cesse les ministres de la religion, de leur faire des *procès de tendance* à anticiper sur la politique, sur l'administration, à censurer les lois de l'Etat, etc. ; en un mot, quand on pourra interpréter à son gré les paroles et les gestes du prédicateur qui parle d'abondance devant un auditoire habitué à l'entendre, quelles facilités n'auront pas ses ennemis pour le dénoncer et le faire punir ? Ne suffira-t-il pas d'un adroit calomniateur escorté de deux faux témoins, pour compromettre gravement le plus respectable curé ?

En vérité, messieurs, ce projet de loi renferme un ensemble de partialité, de rigueur, de pénalité, tellement extraordinaire, qu'il n'est rien dans les législations étrangères anglaise, belge, française, allemande, etc., et rien dans nos Codes qui puisse lui être comparé, si ce n'est la fameuse *loi de sûreté publique*, improvisée par monsieur Rattazzi le 9 mars 1849, dans laquelle il suffisait de la conversation d'un groupe d'amis, pour qu'un agent de police pût le dénoncer comme un conciliabule suspect et les faire tous emprisonner pendant un temps plus ou moins long ! Mais la durée presque dérisoire de quelques semaines, que lui accorda la Chambre, en fit une *loi apportée*, qui ne pût avoir des conséquences funestes.

Quoiqu'il en soit, les articles 4 et 5 du projet en discus-

sion veulent que le prêtre qui manquera aux prescriptions des articles précédents, ne puisse s'excuser ni sur la *publication non incriminée d'un discours ou d'un imprimé quelconque*, ni sur l'ordre de ses supérieurs nationaux ou étrangers c'est-à-dire des évêques et du pape.

Hé bien ! messieurs, dans le premier cas, n'est-ce pas faire une exception insidieuse, malveillante et injurieuse à l'égard des ministres de la religion catholique ? En effet, conçoit-on que ces derniers ne puissent, sans être dénoncés et mis en jugement, parler d'un discours ou d'un livre contenant, par exemple, quelques réflexions administratives ou politiques, alors même que tout cela aurait été publié depuis un certain temps et reconnu parfaitement innocent aux yeux de tout le monde, même à ceux toujours ouverts et très-clairvoyants du Ministère public ? Et le prêtre qui en parlerait, pourrait être dénoncé avec les circonstances plus ou moins aggravantes de l'article 3, et condamné de 500 à 2000 francs d'amende, de six mois à trois ans de prison ! Ne serait-ce pas le comble de la sévérité du despotisme et de la partialité ?

Dans le second cas, cette loi ne tendrait-elle pas à détruire tous les genres de subordination sociale ? Car a-t-on coutume, dans l'ordre judiciaire, civil, militaire, de condamner les employés subalternes qui exécutent les commandements de leurs supérieurs ? Punit-on le soldat qui obéit à son chef ? Et si le prêtre, qui se fait toujours un devoir de conscience d'observer les mandements de son évêque et les brefs du pape, peut néanmoins, pour ce seul fait, encourir la peine de six mois de prison et de 500 francs d'amende, n'est-ce pas fouler aux pieds la divine et indispensable hiérarchie qui exista de tous temps entre les prêtres et les évêques, entre ces derniers et le souverain pontife, hiérarchie catholique respectée même dans les Etats protestants ? Or briser cette hiérarchie chez nous, ne serait-ce pas s'ériger en autocrate et faire du despotisme moscovite dans un Etat civilisé, catholique et constitutionnel ? Ne serait-ce pas annuler l'article premier du Statut, provoquer un déplorable schisme et de cruelles persécutions contre lesquels s'élèveraient spontanément toutes les plus éloquents voix de la catholicité, comme on en voit aujourd'hui dans le duché de Bade un exemple si frappant ?

Gardons-nous donc, MM., de faire, *ex abrupto et irato*, des innovations extraordinaires dans nos Codes, surtout de voter des lois exceptionnelles, ou qui se ressentent de la passion du jour ! Or, qui n'aperçoit dans l'esprit qui anime celle-ci le plus affligeant contraste ? Puisque, d'une part, on accorde l'émancipation et un exercice public aux cultes dissidents, lesquels, d'après le Statut lui-même, ne doivent être tolérés que conformément aux lois existantes et non pas à faire ; d'autre part, on ne se contente pas d'affaiblir la peine de ceux qui outragent la religion catholique, on met encore ses ministres au rang des suspects ; on les humilie par des menaces préventives ; on les punit cruellement pour la moindre infraction à la loi dont il s'agit.

Réfléchissons donc sérieusement, MM., avant de voter un tel projet de loi ; pensons-y d'autant plus mûrement que le ministre de la justice nous dit dans ses préliminaires que ce n'est qu'un premier pas dans la carrière des réformes, et qu'on s'occupe d'un grand travail pour coordonner d'une manière harmonique et uniforme toute notre législation. Dès lors, pourquoi n'attendrions-nous pas que M. le ministre, dont la facilité et le zèle pour les réformes sont bien connus, ait eu le temps d'accomplir le grand travail dont il s'agit ? Ne conviendrait-il pas, dans ce moment, de modérer l'impatience qu'a M. Rattazzi de nous faire trop vite jouir de certaines nouveautés législatives qui, mal digérées et intempe-

tives, pourront avoir des conséquences funestes ? D'ailleurs chacun comprend que des réformes partielles peuvent détruire au lieu d'établir l'harmonie qui doit exister dans un ensemble de jurisprudence complet, coordonné et mûri avec le temps, le calme et la profondeur d'investigation qu'exige une si importante matière. Combien de fois n'arrive-t-il pas que des pierres d'attente, jetées çà et là pour un grand édifice, nuisent à son entière et symétrique confection et deviennent même de véritables *pierres d'achoppement* ! N'est-il pas à craindre qu'il en soit ainsi dans le cas dont il s'agit ?

Réfléchissons encore, MM., à l'inopportunité absolue de la présente loi dans un moment où nous venons d'apprendre par le discours de la Couronne que *des tentatives sont faites et renouvelées pour s'entendre avec le Saint-Siège*. Or, ne doit-on pas regarder comme *très-sûr* ce que le Ministère fait annoncer par un organe aussi sacré que celui de notre auguste Souverain ? Dès lors, pourquoi n'attendrions-nous pas que ces nouvelles tentatives puissent avoir un heureux résultat ? Et pourquoi viendrions-nous par cette déplorable et intempes- tive loi mécontenter de plus en plus l'autorité religieuse, peut-être même la porter à croire que nos ministres se jouent des tentatives dont il s'agit, qu'ils ne veulent point de concordat, quelqu'en soit le désir du Roi et de la très-grande majorité de nos populations éminemment catholiques ?

Enfin, n'oublions pas, MM., que nous venons de passer de l'ancien à un nouveau régime de liberté, que nous avons tous désiré et acclamé. Hé bien ! dans une époque de transition,

comme la nôtre, n'est-on pas, même à son insu, dans un état de fièvre et d'agitation morales ; n'éprouve-t-on pas un besoin insolite et exagéré de changement, de réformes, de mouvement, dont on doit se défier, d'autant plus que les circonstances critiques de la politique européenne contribuent encore à l'augmenter ?

D'ailleurs, en examinant ce qui se passe autour de nous et dans nos provinces, qu'y voyons-nous donc qui nous fasse pressentir de si grands maux qu'il faille recourir aux remèdes les plus empiriques, les plus dangereux ? Et vous, MM. les ministres, qui n'aimez pas les *partis extrêmes* ; vous qui devez condamner hautement, et avec raison, tous les extrêmes, comment pourriez-vous, à votre tour, devenir les partisans des *moyens extrêmes* ? Car cette espèce de choléra réactionnaire et clérical que vous redoutez, et dont on fait tant de bruit, qu'est-ce autre chose qu'un rêve ou le cauchemar de quelques cerveaux hypocondriaques ? Dans cette conviction et pour tous les motifs exposés précédemment nous repoussons ce projet de loi.

La seduta è levata alle ore 5 e 1/4.

Ordine del giorno per la tornata di domani :

Seguito della discussione del progetto di legge per modificazioni ed aggiunte al Codice penale.